

## **De l'association Izmulen pour les droits des At-Mzab**

### **A Monsieur Antonio Guterres, Secrétaire Général des Nations Unies**

Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,

L'association Izmulen pour les droits des At-Mzab, a l'honneur de vous écrire en raison du comportement, devenu intolérable, des autorités algériennes contre les Mzabs (Mozabites), citoyens de la région du Mzab. Les Mzabs sont le peuple autochtone de la région du Mzab connus par leurs particularités culturelles, sociales, urbaines et agricoles dont la langue Mzabe et le rite ibadite. Taghardayt (Ghardaïa), capitale du Mzab, située à 600 Km au sud d'Alger est classée patrimoine humain et universel.

Les autorités politiques centrales en Algérie avec les divers gouvernements depuis l'indépendance en 1962 ont adopté la politique d'exclusion, pour la dissolution de la population Mzabe en l'empêchant d'exercer diverses fonctions administratives, en particulier l'éducation, la santé et la justice. Les postes administratifs sont donnés, en priorité, à des citoyens des villes voisines comme Metlili, Laghouat et Djelfa, en utilisant cette ségrégation raciale comme moyen pour le peuplement de la région du Mzab par des populations non autochtones. Les différents gouvernements ont procédé également à la falsification de l'histoire de toute la région en considérant les Mzabs comme élément incompatible avec le projet du "citoyen algérien" qui est "un citoyen arabe et musulman de rite malékite, exclusivement". Tel est le message clair de la lettre du représentant du parti unique dans les années soixante, M. Amar ben Atia Meghazi (1). La même pensée a été exprimée dernièrement par le ministre d'État et représentant personnel du Président de la République, M. Abdelaziz Belkhadem (2) dans une déclaration au sujet de ce qu'il a appelé "Plan de solution aux problèmes de Ghardaïa" (Pour désigner Taghardayt et le Mzab en général). Ce plan a comme fin, l'élimination de toutes les spécificités des Mzabs dans toute la région et leur pleine intégration dans le projet du "citoyen algérien" et ne considère les Amazighs que comme un simple patrimoine historique, dont on peut se passer de prendre soin jusqu'à ce que les conditions, que l'Etat algérien empêche de réunir, soient favorables comme indiqué dans le paragraphe 4 de l'article 4 de la constitution algérienne (3), à l'exception de ce qu'il décide avec une très grande lenteur et à un niveau limité.

Les étapes de la dissolution des composantes de la région du Mzab avec l'exclusion des Mzabs des postes de la fonction publique sont parsemées de périodes d'une extrême violence et exécutées avec l'encadrement des éléments des services de sécurité, par des bandes appartenant à des populations tribales non Mzabes vivant à proximité des villes Mzabes qui se sont installées dans des quartiers qui leur ont été érigés en spoliant les terres Mzabes. Cette politique a commencé dans les premières années de l'indépendance de l'Algérie et il s'agit de propriétés publiques ou privées Mzabes dont l'Etat ne reconnaît plus les titres de propriété possédés au motif qu'ils ont été délivrés par une autorité qu'il ne reconnaît pas, en même temps qu'il reconnaît ceux de même nature appartenant à d'autres personnes non Mzabes. Pire, il contourne délibérément les limites de la légalité pour confisquer ces terres, par la falsification des registres officiels, la dissimulation de titres de propriété enregistrés aux archives avec la complicité de tous les fonctionnaires ; ainsi est le cas actuel des terres de la tribu des At-Alouane, confisquées avec la

complicité flagrante des autorités sécuritaires, judiciaires et administratives avec l'emprisonnement de M. Bakir Alouani et l'expert qui a délimité ces terrains, accusés de falsifier les titres. Les titres de propriété ont disparu des archives de Laghouat ainsi que le registre contenant la référence(4). D'autre part, en ces moments de très vastes terres agricoles dont des terres de la région du Mزاب et dont la superficie de chaque parcelle est de deux milles à cinq milles hectares, sont distribuées dans le sud algérien par le Wali (Préfet) de Taghardayt, et ce, dans le plus grand secret. Ces terres sont octroyées à des personnes influentes du pouvoir parmi les habitants non Mزاب au prix du dinar symbolique ou gratuitement car considérées propriétés de l'Etat, et ces opérations ne sont pas portées à la connaissance du grand public.

Parmi les buts recherchés de ces périodes de violence est de pousser les cadres Mزاب, en particulier les élites politiques, à quitter la région empêchant ainsi l'encadrement de la société et la défense de ses intérêts. Ces périodes sont caractérisées par une très grande violence et se soldent par des assassinats, incendies criminels et pillages des propriétés privées et des biens publics Mزاب. La région du Mزاب a connu des actes de violence en 1975 à At-Izjen (Beni-Izguen), en 1985 à Taghardayt (Ghardaïa), en 1989 à Igraren (Guerrara), en 1990 à Bergan (Berriane), en 2003 et 2004 à At-Mlichet (Melika), de mars 2008 à Août 2009 à Bergan (Berriane) et enfin de novembre 2013 à août 2015 dans tout le Mزاب.

Dans ces événements, trente-sept Mزاب ont été assassinés, dont quatre en prison, après avoir été torturés. Il s'agit du jeune Saoudi, mort en 1991 à la prison de Taghardayt, de Affari Baouchi mort le 19 juillet 2015 suite à une dépression nerveuse non prise en charge médicalement, de Aïssa Benchikh, mort le 10 septembre 2015 dans les mêmes circonstances et de Salah Gueddouh, mort le 19 août 2016 dans des conditions mystérieuses. Des milliers de magasins, des vergers dans les oasis entourant les villes Mزابes ont été pillés et détruits ainsi que des milliers de maisons obligeant les familles à les abandonner. Les gangs qui s'en prenaient aux Mزاب et à leurs propriétés agissaient en plein jour avec le soutien et l'encadrement des forces de sécurité bien armées qui réprimaient et arrêtaient les Mزاب et protégeaient les criminels. Les Mزاب sont torturés dans les locaux même du commissariat comme ce fut le cas de dizaines de jeunes Mزاب arrêtés à Igraren en décembre 2013.

Les autorités algériennes sont, à chaque fois, à l'origine des violences et poussent au pourrissement de la situation. A Bergan (Berriane), les violences ont éclaté suite au refus du pouvoir algérien de tolérer la propagation de partis d'orientation démocratique et d'idées libres des droits. Les services de sécurité ont arrêté les dirigeants de ces partis sur la base d'accusations fabriquées dont M. Nacereddine Hadjadj, Maire de Bergan (Berriane) destitué en 2008 d'une façon illégale, et M. Noureddine Kerrouchi qui a été empêché de se présenter aux élections municipales en 2007, en violation des lois. Ces deux personnes se trouvent actuellement en prison sur la base d'accusations infondées. Ils ont été arrêtés quelques semaines après le carnage d'Igraren (Guerrara). En 2014, M. Nacereddine Hadjadj a été arrêté une première fois et accusé de tentative de meurtre sur la base de faux témoignages préparés par le procureur de la république. Il a été libéré 72 heures après. Au moment des faits qu'on lui a reproché, il se trouvait à Alger en réunion avec les cadres de son parti, à 600 Km du lieu du crime et il avait même prononcé un discours sur les violences que subissait le Mزاب. Au moment de sa libération, des policiers lui ont dit qu'il sera arrêté plus tard pour d'autres raisons. En effet, il a été arrêté quelques semaines après le carnage d'Igraren (Guerrara). A Igraren le Wali (Préfet) de Taghardayt (Ghardaïa) a interdit d'une manière arbitraire la construction d'un quartier Mزاب, connu sous l'appellation du quartier des 600 logements, au mépris du respect des procédures requises par la loi, et a menacé les promoteurs de prison. Des gangs appartenant à la population non Mزابe ont été utilisés, avec la complicité de la police, pour attaquer le chantier. A Taghardayt (Ghardaïa), At-Mlichet (Mélika), At-Bounour (Bounoura) et At-Izjen (Beni-Izguen) MM. Kamaledine Fekhar, Bakir Alouani, Bakir Soufghalem, Kacem Soufghalem, Brahim Sreea, Noureddine Khbiti, Mahfoud Babaousmaïl et Abdelaziz Mellal ont été écartés de toute activité politique et sociale. Emprisonnés, en violation de la loi à cause de leurs déclarations, on les empêche par là, d'exercer toute activité politique et/ou de droits humains. La plupart des militants Mزاب croupissent, illégalement, dans les deux prisons de Ménéa et Taghardayt (Ghardaïa) et uniquement à cause de leurs opinions. Nombreux d'autres militants ont été contraints à s'exiler du Mزاب.

Le plus grand crime commis par le régime algérien dans la période allant de Novembre 2013 jusqu'à ce jour reste son encadrement d'une marche raciste à Metlili, ville voisine de Taghardayt, le 16 mars 2014, appelant au meurtre des Mzabs et Ibadites pour inciter les tribus des populations non Mzabes à l'assassinat des Mzabs (5). En effet, les forces de sécurité ont encadré des bandes d'encagoulés pour agresser les Mzabs dans leurs quartiers. Des dizaines de Mzabs ont été assassinés, des centaines d'autres blessés, des cimetières Mzabs ont été saccagés où des dizaines de tombes ont été profanées, dont le cimetière Ammi-Said où le mausolée Ammi-Moussa (XVème siècle) a été détruit et la mosquée saccagée. Baba-Salah et Baba-Ouljemma, deux autres cimetières à Taghardayt, la mosquée d'Amadagh à Bergan (Berriane) et la mosquée Boumrafegue d'At-Mlichet (Mélika) ont été saccagés alors que tous ces biens sont des biens communautaires appartenant aux Mzabs et classés comme patrimoine humain et universel (6).

Parmi les crimes commis par le régime algérien, sous l'autorité du gouvernement et du président algérien, figure la décision politique du 08 juillet 2015 d'arrêter le Dr Kamaledine Fekhar et toutes les personnes présentes avec lui, sans préciser leurs identités (7), et ce, après que ce dernier ait adressé une demande à l'ex-Secrétaire Général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, le 02 Juillet 2015, afin d'intervenir pour protéger les Mzabs d'opérations programmées de génocide qu'ils subissent. Moins d'une semaine après cette requête un massacre a eu lieu au matin du 08 Juillet 2015 à Igranren (Guerrara), perpétré par des gangs terroristes de citoyens non Mzabs armés qui se sont attaqués aux quartiers Mzabs avec la complicité des forces de sécurité. Quatorze Mzabs ont été assassinés par armes à feu sous le regard des forces de sécurité présentes en grand nombre qui affirmaient avoir reçu des instructions de ne pas intervenir. Suite au massacre, une réunion a été tenue au siège de la présidence, le même jour, dans laquelle a été prise la décision politique d'arrêter le Dr Kamaledine Fekhar et toute personne se trouvant avec lui sans préciser leurs identités, les considérant tous comme les responsables de ces massacres. Plus tard, les éléments des services de sécurité et les fonctionnaires de la justice ont été chargés de fabriquer les preuves. Le Dr Kamaledine Fekhar et ceux qui ont été arrêtés avec lui sont toujours en détention arbitraire, en attente de jugement. Les fonctionnaires de la sûreté et de la justice œuvrent toujours dans l'objectif de fabriquer des preuves afin de justifier leurs condamnations.

La note d'arrestation lancée contre le Dr Kamaledine Fekhar est un document illégal, et les procédures d'arrestation et autres procédures effectuées par les autorités de sécurité et d'administration dans la région du Mzab sont illégales, du fait aussi que les autorités sécuritaires et judiciaires n'ont informé les résidents du Mzab d'aucune procédure exceptionnelle décidée d'une manière légale et publiée par les canaux prévus à cet effet. Par ailleurs, il n'existe aucune mention dans tous les documents utilisés pour la perquisition et l'arrestation à quelque mesure d'exception qui soit. Cependant le Wali (préfet) de Taghardayt, M. Azzeddine Mecheri, continue d'agir en violation de la loi sous prétexte de l'existence d'un état d'exception ce qui constitue une atteinte à la liberté des Mzabs et à leur sécurité. En outre, les détenus, incarcérés pour leurs opinions, n'ont pas été arrêtés en flagrant délit des accusations portées contre eux. Il n'y a pas la moindre preuve en relation avec les accusations portées contre eux et les dossiers judiciaires préparés contre eux ne contiennent aucune plainte.

Par ailleurs, les déclarations du chef du cabinet du Président de la République, M. Ahmed Ouyahia, le 11 Juillet 2015 (8), soit deux jours après l'arrestation du Dr Kamaledine Fekhar, sont claires. Il évoque clairement la raison de l'arrestation de ce dernier qui est bien ses contacts avec les instances internationales pour demander la protection de la minorité ibadite, bien que cette activité soit pacifique et légale. Rappelons que l'Algérie est membre de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ayant signé tous les traités internationaux qui reconnaissent ces droits. Ce même responsable a déclaré dans le même discours qu'il est au courant " qu'il y a des individus qui ont reçu la somme de cinquante mille dinars par jour afin de commettre des actes de violence à Ghardaïa (Nom utilisé par le gouvernement algérien pour Taghardayt capitale du Mzab)," mais a refusé de fournir à la justice les éléments qui aideraient à l'enquête dans ce domaine, et la justice a refusé de le convoquer malgré une demande formelle du Dr Kamaledine Fekhar.

D'autre part, M. Ammar Saïdani Secrétaire Général du Parti du Front de Libération Nationale, parti au pouvoir lors de ces événements et encore à ce jour, dirigé par le Président de la République, possédant la

majorité des sièges parlementaires dans les deux chambres et ayant également le plus grand nombre de portefeuilles ministériels au sein du gouvernement, a déclaré, le 5 Octobre 2016, que M. Mohamed Lamine Mediene dit Toufik, officier supérieur de l'armée au grade de général et directeur des services de renseignements et de sécurité connu sous le sigle du DRS a "commandité et dirigé les actes de violence à Ghardaïa (Taghardayt) " et que ces événements ont cessé dès que cet officier a quitté son poste (9).

Le Dr. Kamaleddine Fekhar a formulé une demande officielle auprès des tribunaux aux fins d'audition de M. Ammar Saïdani, l'auteur de ces déclarations et de M. Mohamed Lamine Mediene dit Toufik mais la justice n'a pas répondu à cette demande. Cela prouve que les enquêtes menées contre les prisonniers d'opinion Mzabs sont uniquement à charge. Qu'elles ont pour seul objectif de renforcer le dossier par ce qui peut être considéré comme preuves. Ces soi-disant preuves ne vont pas au-delà des déclarations politiques critiquant les actions du pouvoir et ceux qui l'aident dans son agression contre les Mzabs, sans que ces déclarations aient le moindre lien avec les crimes commis dans le Mzab comme les assassinats, les mutilations, les incendies et les pillages des biens des citoyens et les assauts sur les propriétés publiques des Mzabs. Les fonctionnaires de la justice s'abstiennent d'instruire à décharge dans l'intérêt des détenus et de la vérité comme le stipule la loi.

Les juges d'instruction refusent de convoquer MM. Ahmed Ouyahia, Ammar Saïdani et le général Toufik en qualité de témoins bien qu'il s'est avéré qu'ils possèdent des informations très importantes sur des personnes impliquées dans les crimes commis à Taghardayt pendant plus de vingt mois, accusant directement le général Toufik d'être l'instigateur de ces crimes. La déclaration de Saïdani sur l'implication du général Toufik, ex-chef du DRS est à elle seule suffisante pour la libération immédiate de tous les détenus Mzabs dans les prisons de Taghardayt et Ménéa, d'autant que de nombreuses photos et vidéos montrant l'implication des services de sécurité ont été diffusées dans les réseaux sociaux.

Le but de l'arrestation des militants politiques et des droits humains Mzabs est d'étouffer toutes les voix qui ont osé dénoncer publiquement les crimes du pouvoir. Même les avocats des détenus n'ont pas échappé aux harcèlements du pouvoir. En effet, Maître Salah Dabouz, avocat de la plupart des détenus d'opinion Mzabs et président de la Ligue algérienne de la défense des droits de l'homme, subit un grand harcèlement. Ce harcèlement a commencé d'abord par la tentative du journal En-nahar, connu pour être proche des services de sécurité, de le discréditer (10). Quand il a voulu déposer plainte contre ce journal, la justice a refusé de l'enregistrer, ce qui est une violation de la loi (11). Puis Maître Salah Dabouz a fait l'objet d'une poursuite judiciaire, en raison de ses activités professionnelles et de militant des droits humains, par le tribunal de Taghardayt (Ghardaïa) et a été placé sous contrôle judiciaire à 600 kilomètres du lieu de sa résidence et de son travail, le forçant ainsi à faire plus de 1200 km chaque semaine pour respecter ses obligations de signature.

La décision de placer Maître Salah Dabouz sous contrôle judiciaire a été prise par le Wali (Préfet) de Taghardayt (Ghardaïa) M. Azzeddine Mecheri en violation de la loi et du principe d'immunité de l'avocat et de la liberté d'expression des militants des droits humains comme en témoignent les propos du Wali, le 31 juillet 2016, dans lesquels il confirme l'orientation raciale de la politique de l'Etat par l'adoption de décisions arbitraires qu'il exécute, en sa qualité de représentant de l'Etat au niveau local, après consultation de ses responsables hiérarchiques au niveau central (12). L'objectif de cette décision étant de harceler l'avocat et de l'empêcher ainsi d'exercer sa profession.

Cela fait plus de dix-neuf mois que la plupart des détenus Mzabs sont en détention préventive pour leurs opinions politiques. La détention préventive est en réalité utilisée par le gouvernement algérien comme une punition contre les militants politiques et/ou humanitaires en les emprisonnant sans jugement. Cette intention de punir les militants Mzabs et les défenseurs des droits humains apparaît encore plus claire avec la mise sous contrôle judiciaire de Maître Salah Dabouz avocat des principaux leaders militants Mzabs et président de la Ligue Algérienne pour la Défense des Droits de l'Homme (LADDH), à 600 Km de son lieu de résidence et de travail. A la détention arbitraire s'ajoute la maltraitance des détenus Mzabs dont trois d'entre eux ont trouvé la mort entre 2013 et 2016 suite à la torture. En

raison de l'état de santé de nombreux détenus Mzabs, d'autres décès risquent de survenir, allongeant ainsi la liste des détenus morts dans les geôles algériennes. Au mieux, de nombreux détenus risquent d'en sortir invalides car ils ne bénéficient pas de couverture médicale nécessaire. Nous avons déjà noté beaucoup de problèmes d'ophtalmologie et de respiration. En effet, le Détenu Saïd Boulenaach, atteint de deux maladies chroniques, le diabète et l'hypertension, a été transféré en urgence à l'hôpital, dernièrement, suite à la dégradation de son état de santé. Il risque l'amputation de sa jambe. Son avocat Me Salah Dabouz a été interdit de lui rendre visite au pavillon carcéral de l'hôpital de Menea malgré la présentation d'un permis de communiqué délivré par les autorités judiciaires.

D'autre part, un grand nombre de détenus d'opinion Mzabs sont rentré en grève de la faim le 25 janvier 2017 par solidarité avec le Dr Kamaleddine Fekhar et pour les mêmes revendications. Kacem Soufghalem, Mustapha Ouyaba, Sofiane Goumghar et Brahim Sreaa, parmi les grévistes, ont été transféré de la prison de Mnea vers l'infirmerie de la prison de Taghardayt puis vers un autre lieu, sans que leur avocat ne soit informé. Leurs états de santé se seraient détériorés subitement ces derniers jours. Ils subissent des pressions pour arrêter leur grève de la faim. Dans leurs précédentes grèves de la faim, des détenus ont été privés de sucre par les responsables pénitenciers pour les obliger d'arrêter leurs grèves.

Les détenus Mzabs, en plus d'être arrêtés suite à une décision politique, en raison d'être Mzabs et pour leurs opinions, ont été torturés dans les locaux de la police. En effet, des dizaines de jeunes Mzabs ont été torturés à l'intérieur même des locaux du commissariat de police à Igraren (Guerrara) au mois de Décembre 2013. L'une des victimes est actuellement poursuivie en justice pour avoir publié son témoignage sur l'Internet. Les détenus sont également victimes d'humiliations, de mauvais traitements et de manque de prise en charge médicale. Le Dr Kamelleddine Fekhar et Mr Kacem Soufghalem avaient déposé plainte pour torture sans suite.

Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,

L'association Izmulen pour les droits des At-Mzab vous demande d'intervenir personnellement auprès du gouvernement algérien pour la libération de tous les prisonniers d'opinion Mzabs arbitrairement détenus, sans qu'aucune plainte n'ait été formé contre eux et qui croupissent en prison sur la base d'accusations mensongères, fabriquées de toutes pièces, et à leur tête Mohammed Baba-Nedjar, le plus ancien prisonnier politique en Algérie, et le Dr Kamaleddine Fekhar, Kacem Soufghalem, Bakir Soufghalem, Brahim Sreaa, Nacereddine Hadjadj, Noureddine Kerrouchi, Brahim Abbouna, Ismail Abbouna, Abdallah Benabdellah, Mahfoud Babaousmail, Abelaziz Mallal et Mohammed Beladdis.

Nous vous sollicitons afin que cessent toutes les poursuites et les harcèlements contre l'avocat et président de la Ligue algérienne de la défense des droits de l'homme, Me. Salah Dabouz et le laisser travailler librement.

Izmulen demande également une enquête menée par une commission crédible pour examiner tous les documents et auditionner toutes les parties, en particulier les victimes Mzabes, pour les actes criminels commis dans le Mzab sous l'encadrement des forces de sécurité algériennes et sous la direction des représentants de l'Etat à Taghardayt (Ghardaïa) après consultation des autorités supérieures avec l'aveu et l'approbation de ministres d'Etat et de responsables centraux, et que cette commission soit placée sous les auspices des Nations Unies.

L'arrestation du Dr Kamaleddine Fekhar, consécutive à la lettre qu'il a adressée à l'ancien Secrétaire Général des Nations Unies et l'appel de sa famille, afin d'intervenir auprès des autorités algériennes à l'occasion de sa visite en Algérie, vous donne, en tant que Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, responsabilité morale. De surcroît, le Dr Kamaleddine Fekhar est entré le mardi 03 Janvier 2017 en grève de la faim, la cinquième depuis son arrestation le 09 Juillet 2015, pour protester contre l'injustice qu'il continue de subir et que continuent de subir tous les Mzabs. De ce fait il expose son état de santé à un risque accru sachant qu'il est atteint d'une maladie chronique et ne bénéficie, à l'instar du reste des détenus, d'aucune prise en charge médicale en raison de leurs opinions politiques. Le Dr Fekhar est

aujourd'hui à son trente neuvième jours de sa grève de la faim. Il a été transféré en urgence à l'hôpital. Son état de santé est très critique. Il a accepté d'être sous perfusion après insistance de son avocat. Il risque d'avoir le même sort que le journaliste Mohammed Tamalt mort en prison le 11 décembre 2016 suite à sa grève de a faim dans une indifférence totale des responsables.

Assuré de l'intérêt et du soin que vous accorderez à notre requête, veuillez accepter M. Antonio Guterres, Secrétaire général de des Nations Unies, l'expression de nos salutations les plus respectueuses.

**Paris, 10 février 2017**

**Président de l'association Izmulen  
Mohammed Dabouz**

**Pièces jointes :**

- 1 – Lettre de M. Amar ben Atia Meghazi, représentant du parti unique dans les années soixante. (4 pages)
- 2 – Vidéo de la déclaration de M. Abdelaziz Belkhadem, représentant personnel du président de la république. Lien : <https://www.youtube.com/watch?v=lyMQf2NHDkU&t=10s>
- 3 – Constitution algérienne. Lien : <http://www.joradp.dz/TRV/FCons.pdf> et <http://www.joradp.dz/trv/acons.pdf>
- 4 – Copie de l'acte de propriété des terres des At-Alouane et copie du rapport de l'expertise. (12 pages)
- 5 – Vidéo de la marche de Metlili du 16 mars 2014. A la tête de la marche des responsables fonctionnaires de l'Etat dont un Imam, fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. Lien : <https://www.youtube.com/watch?v=ONCLe0F-FIA>
- 6 – Vidéos de témoignage sur la torture et les actes de violence sous couverture des services de sécurités et avec leur participation. Liens : <https://www.youtube.com/watch?v=gkq6CvxyPOU>  
Et <https://www.youtube.com/watch?v=AONMiEYulfQ&t=14s>
- 7 – Note d'arrestation du Dr Fekhar et de son groupe.
- 8 – Vidéo, séquence du discours de M. Ahmed Ouyahia, chef de cabinet du président de la république, le 11 juillet 2015. Lien : <https://www.youtube.com/watch?v=B3zxa2jBiXo&t=221s>
- 9 - Vidéo, séquence du discours de M. Ammar Saïdani Secrétaire Général du Parti du Front de Libération Nationale, le 05 octobre 2016. Lien : <https://www.youtube.com/watch?v=p5mkTln4PhA&t=27s>
- 10 – Articles du journal En-nahar ; N° 2635, paru le 18 mai 2016 et N°2666, paru le 23 juin 2016.
- 11 – Plainte du Mr Salah Dabouz contre je journal En-nahar.
- 12 – Enregistrement d'une séquence du discours du Wali (Préfet) de Taghardayt M. Azzeddine Mechri, le 31 juillet 2016. Lien : <https://web.facebook.com/100010711651654/videos/vb.100010711651654/317091505324569/?type=2&theater>

**From the association Izmulen For the rights of At-Mزاب**

**To Mr. Antonio Guterres, Secretary-General of the United Nations**

Mr. Secretary-General of the United Nations,

The association Izmulen for the rights of the At-Mزاب is honoured to write to you concerning the behaviour of the Algerian authorities towards the Mزابs (Mزابites), citizens of the Mزاب region, which has become intolerable. The Mزابs are the indigenous people of the Mزاب region, recognised by their cultural, social, urban and agricultural particularities including the Mزاب language and the Ibadite creed. Taghardayt (Ghardaïa), the capital of the Mزاب, is situated 600 km to the south of Algiers, and is classed as a UNESCO world heritage site.

The central political authorities in Algeria since independence in 1962 have adopted a policy of exclusion in order to dissolve the Mزاب population, keeping them from exercising diverse administrative functions, in particular education, health and justice. Administrative posts are given first to citizens of neighbouring cities such as Metlil, Laghouat and Djelfa, using racial segregation as a means for the settlement of the Mزاب region by non-indigenous populations. Different prior governments have equally falsified the history of the region, considering the Mزابs to be incompatible with the project of the "Algerian citizen", who is "an Arab and Muslim citizen of the Malekite creed, exclusively". Such is the clear message of the representative of the single party in the 1960s, M. Amar ben Atia Meghazi (1). The same thought was expressed recently by the state minister and personal representative of the President of the Republic, M. Abdelaziz Belkhadem (2) in a speech on the subject that he called the "Plan for the solution of Ghardaïa's problems" (To designate Taghardayt and the Mزاب in general). This plan had as its end the elimination of all Mزاب specificities in the region, and their whole integration into the "Algerian citizen" project. It only considered the Amazigh to be a simple historical inheritance, to be ignored until such a time (which the Algerian state holds back) as conditions are favourable, as indicated in paragraph 4 of article 4 of the Algerian constitution (3), except for the limited concessions it slowly decides to give.

The stages of dissolution of the Mزاب society through the exclusion of Mزابs from public sector posts are scattered with periods of extreme violence executed, with the backing of the security services, by gangs belonging to the non-Mزاب tribal populations living near to the Mزاب cities, who settled in areas granted to them, which were previously Mزاب lands. This policy started in the first years of the independence of Algeria and concerns Mزاب public or private property of which the state no longer recognises the legitimacy, arguing that the land titles were given by an authority that they do not recognise, whilst recognising the same titles belonging to non-Mزابs. Worse, it deliberately twists the limits of legality to

confiscate land by the falsification of official registers and the erasure of property titles from the archives with the complicity of state functionaries. This is the case for the lands of the At-Alouane, confiscated with the flagrant complicity of the authorities in the administration, security and justice system, where Bakir Alouani and the expert that mapped this territory were imprisoned under the charge of falsifying the titles. These titles have disappeared from the Laghouat archives along with the register containing the reference (4). Furthermore, vast agricultural zones of sizes up to 2,000-5,000 hectares in the south of Algeria, including land in the region of the Mzab, were distributed by the Wali (prefect) of Taghardayt, in utmost secrecy. These lands are destined for some influential people in government, not Mzabs, either sold for a symbolic dinar or given freely as they are considered the property of the state. These operations are not made public.

One of the aims of these periods of violence is to push the Mzab leaders and political elites to leave the region, hindering the organisation of society and the defence of its interests. These periods are characterised by great violence; assassinations, arson attacks, looting of Mzab private property and public goods. The Mzab region has experienced such acts of violence in 1975 in At-Izjen (Beni-Izguen), 1985 in Taghardayt (Ghardaïa), 1989 in Igraren (Guerrara), 1990 in Bergan (Berriane), 2003 and 2004 in At-Mlichet (Melika), from March 2008 to August 2009 in Bergan (Berriane) and most recently from November 2013 to August 2015 across the Mzab.

During these events, 37 Mzabs have been killed, including four in prison following torture: young Saoudi, who died in 1991 in Taghardayt prison; Affar Baouchi, who died on the 19th July 2015 following a nervous depression for which he was denied treatment; Aïssa Benchikh, who died on the 10th September 2015 in the same circumstances; and Salah Gueddouh, who died on the 19th of August 2016 in mysterious circumstances. Thousands of shops and orchards in the oases surrounding the Mzab cities have been looted and destroyed as well as thousands of houses that families have been forced to abandon. The gangs that attack the Mzabs and their properties do so in broad daylight with the support and organisation of the well-armed security forces that repress and arrest the Mzabs and protect the criminals. The Mzabs are even tortured in the police stations, as was the case for the tens of young Mzabs arrested in Igraren in December 2013.

The Algerian authorities are, each time, the instigators of the violence, and aggravate the situation. In Bergan (Berriane), violence broke out following the refusal of the Algerian authorities to tolerate the success of democratic parties oriented towards the free exercise of rights. The security services arrested the leaders of these parties on the basis of fabricated accusations, including M. Nacereddine Hadjadj, the former mayor of Berriane illegally unseated in 2008, and M. Nouredine Kerrouchi who was not allowed to contest the 2007 municipal elections, in violation of the law. These two people are currently in prison charged with baseless accusations. They were arrested a few weeks after the riots of Igraren (Guerrara). In 2014 Nacereddine Hadjadj was arrested and accused of attempted murder on the basis of false witnesses prepared by state prosecutor and liberated 72 hours later. At the time he was supposed to have committed the crime, he was in a meeting with the leaders of his party, 600 km away from where it was meant to have taken place, and even gave a speech there on the violence in the Mzab. When letting him go, the police told him he would be arrested later on other charges. Indeed, he was arrested a few weeks after the riots of Igraren (Guerrara). In Igraren the Wali of Taghardayt (Ghardaïa) arbitrarily refused the construction of a new Mzab quarter, known as the 600 apartment quarter, disrespecting the procedures required by law, and threatened its promoters with prison. Gangs belonging to the non-Mzab population were used, with the complicity of the police, to attack the building site. In Taghardayt (Ghardaïa), At-Mlichet (Mélika), At-Bounour (Bounoura) and At-Izjen (Beni-Izguen) Dr. Kamaledine Fekhar, Bakir Alouani, Bakir Soufghalem, Kacem Soufghalem, Brahim Sreea, Nouredine Khbiti, Mahfoud Babaousmail and Abdelaziz Mellal were sidelined from all social and political activity. Imprisoned in violation of the law because of their words, they are kept from leading any political activity, including relating to human rights.



Most of these Mzab activists are wasting away, illegally detained in the prisons of Ménéa and Taghardayt (Ghardaïa), purely because of their opinions. Several other militants have been forced to leave the Mzab.

The greatest crime committed by the Algerian regime since November 2013 remains its encouragement of a racist march on 16th March 2014 in Metlili, a city neighbouring Taghardayt, calling for the murder of Mzabs and Ibadites, to incite the non-Mzab tribes to assassinate Mzabs (5). Indeed, the security forces encouraged hooded gangs to attack the Mzabs in their neighbourhoods. Tens of Mzabs were murdered, and hundreds of others wounded, Mzab cemeteries were sacked and dozens of graves were desecrated, including the Ammi-Said cemetery where the Ammi-Moussa (15th century) mausoleum was destroyed and the mosque sacked. Baba-Salah and Baba-Ouljemma, two other cemeteries in Taghardayt, the Amadagh mosque in Bergan (Berriane) and the Boumrafegue mosque in At-Mlichet (Mélika) have been ransacked. All these are Mzab community property, classified as being of human and universal heritage (6).

Among the crimes committed by the Algerian regime, under the authority of the Algerian government and president, was the political decision of 8 July 2015 to arrest Dr Kamaledine Fekhar and all those present with him without specifying their identities (7). On the 2nd July 2015 Dr Fekhar had made a request to the former Secretary-General of the United Nations, Mr. Ban Ki-moon, to intervene to protect the Mzabs from scheduled genocide. Less than a week after the request, a massacre took place on the morning of 08 July 2015 in Igraren (Guerrara), perpetrated by armed terrorist gangs of non-Mzab citizens who attacked the Mzab neighbourhoods with the help of the security forces. Fourteen Mzabs were shot dead in the presence of several security personnel who said they had been instructed not to intervene. The same day, following the massacre, a meeting was held at the President's headquarters in which the political decision was taken to arrest Dr Kamaledine Fekhar and anyone with him, considering them to be the ones responsible for these massacres. Later, the elements of the security services and the judicial officials were charged with fabricating evidence. Dr Kamaledine Fekhar and those arrested with him are still in arbitrary detention pending trial. Officials of security and justice are still struggling to fabricate the evidence to justify their convictions.

The arrest note issued against Dr Kamaledine Fekhar is illegal, and so is the arrest and other procedures carried out by the security and administrative authorities in the Mzab region, as the security authorities and judicial authorities have not informed residents of the Mzab of any exceptional procedure decided in a legal manner and published through the proper channels provided for this purpose. Furthermore, there is no mention of exceptional measures in any of the documents used for search and arrest. However, the Wali (prefect) of Taghardayt, Mr. Azzeddine Mecheri, continues to act in violation of the law under the pretext of the existence of a state of exception which constitutes an attack on the freedom of the Mzabs and their security. Moreover, the detainees, imprisoned for their opinions, were committing no criminal act when they were arrested. There is no evidence in relation to the accusations against them and the court files prepared against them contain no charges.

Moreover, the statements by Ahmed Ouyahia, the head of the Cabinet of the President of the Republic, on 11 July 2015 (8), just two days after the arrest of Dr Kamaledine Fekhar, are clear. He clearly mentions the reason for his arrest, which is his request to international organisations to intervene to protect the Mzab Ibadite minority, although this activity is peaceful and legal. Algeria is a member of the United Nations (UN), which has signed all the international treaties that recognize these rights. Ouyahia said in the same speech that he was aware "that there are individuals who have received the sum of fifty thousand dinars a day in order to commit acts of violence in Ghardaïa" (the name used by the Algerian government for Taghardayt, the capital of the Mzab), but refused to provide the courts with any evidence that would help in the investigation. Despite a formal request from Dr. Kamaledine Fekhar, the judge has refused to call Ouyahia to bear witness.

Mr. Ammar Saïdani, Secretary General of the ruling FLN party, which was incumbent during these events and still to this day, headed by the President of the Republic, with the majority of parliamentary seats in both chambers, and the largest number of cabinet ministers, said on 5 October 2016 that Mr. Mohamed Lamine Mediène, otherwise known as General Toufik, Senior General and director of Algeria's intelligence and information services, known as the DRS, had "sponsored and directed the acts of violence in Ghardaïa (Taghardayt)" and that these events ceased as soon as this officer left his post (9).

Dr. Kamaleddine Fekhar has made a formal request to the courts for the hearing of both M. Ammar Saïdani and M. Mohamed Lamine Mediène (Toufik), but the justice has not responded to this request. This proves that investigations concerning the Mzab prisoners of conscience only serve the prosecution. Their only objective is to strengthen the case against by whatever can be considered as evidence. These so-called proofs do not go beyond the political statements criticizing the government's actions and those who help it in this aggression against the Mzabs. These statements have no connection with the crimes committed in the Mzab; murders, assaults, arson attacks, looting of citizens' property and assaults on the public property of the Mzabs. Justice officials refrain from investigating the defence of the detainees and the truth as stipulated by law.

The examining magistrates refuse to summon M. Ahmed Ouyahia, Ammar Saïdani and General Toufik as witnesses although it turns out that they had very important information about people involved in the crimes committed in Taghardayt for more than 20 months, directly accusing General Toufik of being the instigator of such crimes. Saïdani's declaration on the involvement of General Toufik, former head of the DRS, is sufficient for the immediate release of all Mzab detainees in the prisons of Taghardayt and Menea, especially since many photos and videos showing the involvement of security services have been disseminated in social networks.

The purpose of the arrest of the Mzab political and human rights activists is to stifle all the voices who dared to publicly denounce the crimes of the state. Even the inmates' lawyers have not escaped harassment. Indeed, Salah Dabouz, the lawyer for most of the Mzab prisoners of conscience and president of the Algerian League for the Defense of Human Rights (LADDH), is subjected to great harassment. This harassment began first with the attempt of the newspaper En-nahar, known to be close to the security services, to discredit him (10). When he wanted to file a complaint against this newspaper, the court refused to register it, in violation of the law (11). Then Salah Dabouz was prosecuted for his professional activities and human rights activist by the Taghardayt court (Ghardaïa) and was placed under judicial supervision 600 km from his place of residence and work, forcing him to do more than 1200 km each week to meet his signature obligations.

The decision to place Mr. Salah Dabouz under judicial control was taken by the Taghardayt (Ghardaïa) Wali (Prefect) Azzeddine Mecheri, in violation of the law and the principle of immunity of the lawyer and the freedom of expression of human rights activists. The Wali's own words on July 31st 2016 confirmed the racial orientation of state policy through the adoption of arbitrary decisions that he executes as the representative of the state at the local level, after consultation with his superiors in central government (12). The purpose of this decision was to harass the lawyer and thus prevent him from practicing his profession.

It has been more than nineteenth months since most Mzab detainees have been held in pre-trial detention for their political opinions. Pre-trial detention is being used by the Algerian government as a punishment against political and/or humanitarian (en les emprisonnant sans jugement.). This intention to punish Mzab activists and defenders of human rights is made especially clear in the judicial supervision of Mr Salah Dabouz 600 km from his place of residence and work. Arbitrary detention is compounded by the mistreatment of Mzab detainees, three of whom have died between 2013 and 2016 as a result of torture. Due to the health status of many Mzabs detainees, other deaths are likely to occur, thus prolonging the list

of prisoners dead in Algerian jails. At best, many inmates are at risk of developing long term health complication because they do not have the necessary medical coverage. We have already noticed many problems of ophthalmology and breathing. The detainee Saïd Boulenaach, who suffers from two chronic diseases (diabetes and hypertension), has recently been transferred in an emergency to the hospital, due to the deterioration of his health. He risks having his leg amputated. His lawyer, Salah Dabouz, was banned from visiting him in the prison cell of the Ménéa hospital despite his communication permit issued by the judicial authorities.

A large number of Mzabs detainees went on a hunger strike on 25 January 2017 in solidarity with Dr Kamaledine Fekhar, and with the same demands. Kacem Soufghalem, Mustapha Ouyaba, Sofiane Goumghar and Brahim Sreaa, Among the strikers, were transferred from the Ménéa prison to the infirmary of Taghardayt Prison and then to another location without their lawyer being informed. Their health conditions would have deteriorated suddenly in recent days. They are under pressure to stop their hunger strike. In their previous hunger strikes, prisoners were denied sugar by prison officials to force them to stop their strikes.

The Mzabs detainees, arrested not just because of a political decision but for being Mzabs and holding certain opinions, were tortured in the police premises. In fact, dozens of young Mzabs were tortured inside the police station in Igraren (Guerrara) in December 2013. One of the victims is currently being prosecuted for having published his testimony on the internet. The detainees are also subjected to humiliation, ill-treatment and lack of medical care. Dr Kamaledine Fekhar and Mr Kacem Soufghalem had lodged a complaint for torture, which without any result.

Mr. Secretary-General of the United Nations,

The association Izmulen for the rights of the At-Mzab asks you to personally petition the Algerian government for the release of all the Mzab prisoners of conscience, who are arbitrarily detained without any complaint being lodged against them and languishing in prison on baseless accusations, led by Mohammed Baba-Nedjar, the oldest political prisoner in Algeria, and Dr. Kamaledine Fekhar, Kacem Soufghalem, Bakir Soufghalem, Brahim Sreaa, Nacereddine Hadjadj, Nouredine Kerrouchi, Brahim Abbouna, Ismail Abbouna, Abdellah Benabdellah, Mahfoud Babaousmail, Abelaziz Mallal and Mohammed Beladdis.

We beg you to intervene to stop all the prosecution procedures and the harassment against the lawyer Salah Dabouz so that he can work freely.

Izmulen is also calling for an investigation by a credible commission to examine all the documents and to hear all the parties, in particular the Mzab victims, concerning the criminal acts committed in the Mzab under the supervision of the Algerian security forces and under the leadership of the state representatives of Taghardayt (Ghardaïa) after consultation with the higher authorities with the admission and approval of ministers of state and central officials, and that the commission be placed under the auspices of the United Nations.

The arrest of Dr. Kamaledine Fekhar following his letter to the former Secretary General of the United Nations and the appeal of his family to intervene with the Algerian authorities on the occasion of his visit to Algeria in 2016, gives you, as Secretary-General of the United Nations, a moral responsibility. In addition, Dr. Kamaledine Fekhar began a hunger strike on January 3rd 2017, the fifth since his arrest on July 9, 2015, in protest against the injustice he continues to suffer and that all Mzabs continue to undergo. As a result he exposes his health to an increased risk, knowing that he is suffering from a chronic illness and, like the rest of the prisoners, does not benefit from medical care because of their political opinions. Dr. Fekhar is today at his thirty-ninth day of his hunger strike. He was transferred in an emergency to hospital.

He is in a critical condition. Under the insistence of his lawyer, he has accepted a drip. He risks the same fate as the journalist Mohamed Tamalt, who died in prison on the 11th December 2016 following his hunger strike, carried out in the total indifference of the authorities.

Assured of the interest and care you will accord to our request, please accept Mr. Antonio Guterres, Secretary-General of the United Nations, our most respectful greetings.

**Paris, 10th February 2017**

**President of the association Izmulen  
Mohammed Dabouz**

**Attachments:**

- 1 - Letter from Mr Amar ben Atia Meghazi, representative of the single party in the sixties. (4 pages)
- 2 - Video of the statement of Mr. Abdelaziz Belkhadem, personal representative of the President of the Republic. Link : <https://www.youtube.com/watch?v=lyMQf2NHDkU&t=10s>
- 3 - Algerian Constitution. Link : <http://www.joradp.dz/TRV/FCons.pdf> and <http://www.joradp.dz/trv/acons.pdf>
- 4 - Copy of the deed of ownership of the lands of the At-Alouane and copy of the report of the appraisal. (12 pages)
- 5 - Video of the march of Metlili of March 16, 2014. At the head of the march of officials officials of the State of which an Imam, official of the Ministry of Foreign Affairs. Link : <https://www.youtube.com/watch?v=ONCLe0F-FIA>
- 6 - Videos of testimony on the torture and the acts of violence under cover of the security services and with their participation. Links : <https://www.youtube.com/watch?v=gkg6CvxyPOU>  
And <https://www.youtube.com/watch?v=AONMiEYulfQ&t=14s>
- 7 - Note of arrest of Dr Fekhar and his group.
- 8 - Video, sequence of the speech of Mr. Ahmed Ouyahia, head of cabinet of the president of the republic, July 11, 2015. Link : <https://www.youtube.com/watch?v=B3zxa2jBiXo&t=221s>
- 9 - Video, sequence of the speech of Mr. Ammar Saïdani Secretary General of the Party of the National Liberation Front, October 05, 2016. Link : <https://www.youtube.com/watch?v=p5mkTln4PhA&t=27s>
- 10 - Articles of the newspaper En-nahar; No. 2635, 18 May 2016 and No. 2666, 23 June 2016.
- 11 - Complaint of Mr Salah Dabouz against the newspaper En-nahar.
- 12 - Recording of a sequence of the speech of the Wali (Prefect) of Taghardayt Mr. Azzeddine Mechri, July 31, 2016. Link: <https://web.facebook.com/100010711651654/videos/vb.100010711651654/317091505324569/?type=2&theater>

من جمعية ازمولن من أجل حقوق آت امزاب

إلى السيد أنطونيو غوتيريس الأمين العام لهيئة الأمم المتحدة

السيد الأمين العام لهيئة الأمم المتحدة،

يشرف جمعية ازمولن من أجل حقوق آت امزاب بأن تراسلكم بعد أن بلغت تصرفات السلطات الجزائرية ضد المزابيين، مواطني منطقة مزاب، حدودا لا يمكن تحملها والسكوت عنها. المزابيون هم السكان الأصليون لمنطقة مزاب المعروفون بخصوصياتهم الثقافية، الاجتماعية، العمرانية والفلاحية منها اللغة المزابية والمذهب الاباضي. تعد تغردايت (غرداية)، التي تقع على بعد 600 كم جنوب مدينة الجزائر، عاصمة مزاب، وهي مصنفة تراثا انسانييا عالميا.

لقد اعتمدت السلطات السياسية المركزية في الجزائر، بمختلف الحكومات منذ الاستقلال في 1962، على سياسة الإقصاء، لتدوين سكان مزاب، وذلك بمنعهم من الوظائف الإدارية المختلفة، خاصة التعليم والصحة والعدالة. يتم منح المناصب في الإدارة بالأولوية لمواطنين من المدن المجاورة، كمتليلي، الاغواط والحلفة، واستعمال ذلك التمييز العنصري لإعمار منطقة مزاب بسكان غير سكانها الأصليين. كما عمدت الحكومات الجزائرية على تحريف تاريخ كل المنطقة، واعتبار المزابيين عنصرا غير منسجم مع مشروع "المواطن الجزائري"، وهو "مواطن عربي ومسلم من مذهب مالكي فقط". لقد عبر عن ذلك ممثل الحزب الواحد في سنوات الستينات في تغردايت، السيد عمر بن اعطية مغازي (1) في رسالة واضحة جدا. نفس الفكر عبر عنه أخيرا وزير الدولة والممثل الشخصي لرئيس الجمهورية السيد عبد العزيز بالخدام (2) في تصريح له عن ما أسماه "خطة حل مشاكل غرداية" (ويقصد بغرداية، تغردايت وعامة مزاب). هذه الخطة تنتهي في الاخير إلى القضاء على كل خصوصيات المزابيين في كل المنطقة، وادماجهم التام ضمن مشروع "المواطن الجزائري"، ولا يعتبر الأمازيغ سوى تراثا تاريخيا، يؤجل الاعتناء به إلى حين توفير الظروف المواتية مثلما هو منصوص عليه في الفقرة الرابعة للمادة الرابعة من الدستور الجزائري (3)، التي تمنع الدولة الجزائرية توفيرها اصلا إلا ما تقرره هي ببط أكبر جدا وفي مستوى محدود.

يتخلل مراحل تدوين مكونات منطقة مزاب بإقصائهم عن مناصب الوظيفة العمومية، مراحل عنف شديد تؤطره عناصر من الأمن، وتنفذه عصابات تنتمي إلى قبائل من السكان غير المزابيين الذين يقطنون في المدن المجاورة لمزاب، والذين استوطنوا أحياء استحدثت لهم عن طريق الاستيلاء على أراضي المزابيين. هذه السياسة بدأت منذ السنوات الأولى لإستقلال الجزائر، ويتعلق الأمر باملاك عمومية للمزابيين، أو أملاك خاصة، لم تعد الدولة الجزائرية تعترف بعقود ملكيتها بحجة أنها صادرة من سلطة لا تعترف بها، رغم أنها تعترف لأشخاص آخرين غير مزابيين بعقود من نفس الطبيعة. أخطر من ذلك فهي تعمد إلى تجاوز حدودها القانونية لمصادرة تلك الأراضي، وذلك بممارسة التزوير في السجلات الرسمية، وإخفاء العقود المسجلة من الأرشيف، مع تواطؤ كل الموظفين مثلما يحدث الآن مع أراضي عرش آت علوان التي صودرت بتواطؤ واضح لكل السلطات الأمنية، القضائية والإدارية مع سجن السيد بكيير علواني والخبير الذي حدد معالم تلك القطع الأرضية بتهمة تزوير العقود. أُخفي العقد والسجل الذي يحوي آثار ذلك العقد من مصالح الأرشيف في الاغواط (4). من جهة أخرى يقع الآن توزيع أراضي فلاحية شاسعة جدا تقدر مساحة القطعة الواحدة بين الألفين والخمسة آلاف هكتار في الجنوب ومنها أراضي منطقة مزاب بطريقة سرية عن طريق والي تغردايت لأشخاص نافذين في السلطة من غير السكان الأصليين لمزاب وبالدينار الرمزي أو مجانا باعتبارها أملاكا للدولة بحيث لا يتم الإعلان عن تلك العمليات للجمهور.

من بين الأغراض من فترات العنف هو تهجير الإطارات المزابيين من المنطقة، خاصة النخب السياسية، لمنع أي تأطير للمجتمع والدفاع عن مصالحه. تتميز هذه الفترات بعنف شديد جدا وتنتهي بالقتل والحرق والنهب لأملاك المزابيين، الخاصة والعمومية. لقد عرفت منطقة مزاب أعمال عنف سنة 1975 في آت ازجن (بني يزقن)، سنة 1985 في تغردايت (غرداية)، سنة 1989 في إقران (القرارة)،

سنة 1990 في برقان (بريان) ، سنة 2003 و 2004 في آت مليشت (مليكة) ، من مارس 2008 إلى أوت 2009 في برقان (بريان) وأخيرا من نوفمبر 2013 إلى أوت 2015 في كل مزاب.

في هذه الأحداث تم إغتيال 37 مزابيا منهم أربعة في السجن بسبب التعذيب هم الشباب سعودي في سنة 1991 ، عفاري بعوشي الذي مات بتاريخ 19 جويلية 2015 بسبب انهيار عصبي لم يتم التكفل به صحيا، بن الشيخ عيسى بتاريخ 10 سبتمبر 2015 الذي مات في نفس الظروف وقروح صالح الذي مات بتاريخ 19 أوت 2016 لأسباب غامضة. كما تم نهب وتخريب الآلاف من المحلات التجارية، وبساتين الواحات المحيطة بالمدن المزابية، وكذا الآلاف من المنازل والتي هجرت عائلاتها. العصابات المهاجمة على المزابيين وأملاكهم، تعمل في وضخ النهار، بمساندة وتأيير من قوات الأمن المدججة بالسلاح، التي تقمع وتعتقل المزابيين وتحمي المجرمين. المزابيين يتعرضون للتعذيب في مقرات محافظة الشرطة كما كان الحال للعشرات من الشباب المزابيين الموقوفين في ديسمبر 2013 بإقرارن.

السلطات الجزائرية هي المتسببة في إندلاع أحداث العنف في كل مرة ، وهي تدفع الاوضاع إلى التعفن. ففي برقان (بريان) إندلعت أعمال العنف بسبب انتشار أحزاب ذات توجه ديمقراطي وانتشار الفكر الحقوقي الحر . إعتقلت السلطات الأمنية زعماء تلك الأحزاب بتهم ملفقة منهم السيد نصر الدين حجاج رئيس بلدية برقان (بريان) الذي أنهيت عهده الانتخابية سنة 2008 بطريقة غير قانونية والسيد نور الدين كروشي الذي منع من الترشح للانتخابات البلدية سنة 2007 خرقا للقوانين. هذان الشخصان متواجدان حاليا في السجن على أساس تهم واهية حيث تم إعتقالها بضعة أسابيع بعد مجزرة إقرارن (القرارة). في 2014 تم إعتقال السيد نصر الدين حجاج مرة أولى حيث لفتت له تهمة محاولة القتل إستنادا على شهادات زور بتحضير من وكيل الجمهورية. تم إطلاق سراحه بعد 72 ساعة. كان في نفس تاريخ الوقائع المنسوبة إليه في اجتماع مع قيادة حزبه في الجزائر العاصمة، على بعد 600 كيلومتر من مكان الجريمة، أين ألقى خطابا عن أعمال العنف التي كانت تجري في مزاب. عند إطلاق سراحه صرح له بعض عناصر الأمن أنه سيعتقل لاحقا لأسباب أخرى. فعلا فقد تم اعتقاله أسابيع بعد مجزرة إقرارن (القرارة). في إقرارن (القرارة) قام والي تغردايت (غرداية) وبطريقة تعسفية، بمنع بناء حي خاص بالمزابيين ، وهو ما يعرف بحي 600 سكن، رغم إحترام كل الإجراءات المطلوبة قانونا ، وهدد أصحاب المشروع بالسجن. إستعملت عصابات من السكان غير المزابيين وتواطؤ رجال الأمن للهجوم على الورشة. أما في تغردايت (غرداية)، آت أمليشت (مليكة)، آت بنور (بنورة) وآت ازجن (بني يزقن) فقد تم إستبعاد السادة كمال الدين فخار ، بكير علواني، بكير سوفغالم، قاسم سوفغالم، وبراهيم سريعة، نورالين خبيطي، محفوظ باباوسماعيل وعبد العزيز ملال من أي نشاط سياسي واجتماعي. بسجنهم خرقا للقانون، تم منعهم من أي نشاط سياسي و/أو حقوقي . أغلب المناضلين المزابيين يقعون في سجنين لمنيعا وتغردايت (غرداية) خرقا للقانون ويسبب تصريحاتهم فقط. مناضلون عديدون آخرون أرغموا على الهجرة من مزاب.

ان أكبر جريمة ارتكبتها النظام الجزائري في الفترة من نوفمبر 2013 إلى اليوم، هي تأطير مسيرة عنصرية في مدينة متليلي المجاورة لتغردايت يوم 16 مارس 2014، تنادي باغتيال المزابيين والإباضيين، لتحريض قبائل السكان غير مزابيين على قتل المزابيين (5). فعلا فقد تم هجوم عصابات، بتأيير من قوات الأمن، على أحياء المزابيين أين تم إغتيال العشرات من المزابيين وجرح المئات منهم، وتخريب مقابر مزاب ونبش عشرات القبور، منها مقبرة امي سعيد وتدمير ضريح امي موسى الذي يعود تاريخه إلى القرن الخامس عشر وتخريب مسجد بها. كما تم تخريب مقبرة بابا صالح و مقبرة بابا والجمة في تغردايت و مسجد المداغ في بريان ، ومسجد بومرافق بات مليشت (مليكة) وكلها أملاك عمومية للمزابيين مصنفة ضمن التراث الإنساني العالمي(6).

ومن الجرائم التي ارتكبتها النظام الجزائري تحت إشراف الحكومة والرئيس الجزائري القرار السياسي بتاريخ 08 جويلية 2015 لاعتقال الدكتور كمال الدين فخار وكل الأشخاص المتواجدين معه دون تحديد هويتهم ( 7) وذلك بعد أن وجه هذا الأخير طلبا للأمين العام السابق للأمم المتحدة السيد بان كي مون بتاريخ 02 جويلية 2015 للتدخل من أجل حماية المزابيين من عمليات الإبادة المنهجة التي يتعرضون لها. فبعد أقل من أسبوع من هذه المراسلة وقعت مجزرة في إقرارن (القرارة) في صبيحة يوم 08 جويلية 2015 من تنفيذ عصابات إرهابية مسلحة من مواطنين غير مزابيين هاجمت أحياء المزابيين مع تواطؤ من قوات الأمن حيث تم اغتيال أربعة عشر مزابيا بالأسلحة النارية تحت أنظار قوات الأمن المتواجدة بأعداد كبيرة مؤكدين أنهم تلقوا تعليقات بعدم التدخل. فعقد على إثر تلك المجزرة إجتماع في مقر رئاسة الجمهورية في نفس اليوم وتم اتخاذ قرارا سياسيا باعتقال الدكتور كمال الدين فخار وكل شخص يوجد معه دون

تحديد الهويات واعتبارهم المسؤولين عن تلك المجازر و كُلف عناصر الأمن وموظفي العدالة بفبركة الأدلة بعد ذلك. لا يزال الدكتور كمال الدين فخار ورفاقه معتقلون دون محاكمة ولا زال موظفوا العدالة يجتهدون لفبركة الأدلة التي تدينهم من أجل تبرير التهم الملفقة لهم إنَّ مذكرة اعتقال الدكتور كمال الدين فخار هي وثيقة غير قانونية أصلاً، وإن إجراءات التوقيف والإجراءات التي تقوم بها السلطات الأمنية والإدارية في منطقة مزاب هي إجراءات غير قانونية أيضاً ، ذلك لأن السلطات الأمنية والقضائية لم تبلغ سكان مزاب بأي إجراء استثنائي تقرر بطريقة قانونية ، ونشر في القنوات المقررة لذلك . إضافة لذلك فلا يُشار في كل الوثائق المستعملة للتفتيش والاعتقال إلى أي إجراء استثنائي ، بينما يواصل والي تغردايت السيد عز الدين مشري التصرف خرقاً للقانون بذريعة وجود حالة استثنائية، مما يعد اعتداءً على حرية المزابيين وسلامتهم. بالإضافة إلى أن الملفات القضائية التي يتم تحضيرها ضد المعتقلين بسبب آراءهم لا تحتوي على أية شكوى، ولم يتم اعتقالهم متلبسين بالتهم الموجهة لهم ولا توجد أية أدلة بعلاقة بهذه التهم.

هذا بالإضافة إلى تصريحات مدير ديوان رئيس الجمهورية السيد أحمد أويحيى يوم 11 جويلية 2015 (8)، أي يومين بعد اعتقال الدكتور كمال الدين فخار جد واضحة. فهو يبين وبكل وضوح أن سبب اعتقال هذا الأخير هو اتصالاته بالهيئات الدولية لطلب حماية الأقلية الإباضية، رغم أن ذلك النشاط هو عمل سلمي مشروع. نذكر أن الجزائر عضو في هيئة الأمم المتحدة ، وقد أمضت على كل المعاهدات الدولية التي تقر بتلك الحقوق . في نفس الخطاب صرح نفس المسؤول بأنه على علم أن "هناك أشخاص تقاضوا مبلغ خمسين ألف دينار يومياً من أجل القيام بأعمال عنف في غرداية (الاسم المعتمد من طرف الحكومة الجزائرية لتغردايت عاصمة مزاب)" ولكن امتنع عن تزويد العدالة بما يفيد التحقيق في ذلك المجال كما امتنعت العدالة عن استدعائه رغم طلب الدكتور كمال الدين فخار ذلك بطريقة رسمية.

من جهة أخرى فقد صرح السيد عمار سعيداني أمين عام حزب جبهة التحرير الوطني وهو الحزب الحاكم وقت تلك الأحداث وإلى غاية اليوم والذي يرأسه رئيس الجمهورية وبجوزته أغلب مقاعد البرلمان بعُرفنيه، ويجوز أيضاً على أكبر عدد من المحافظ الوزارية في الحكومة، بتاريخ 05 أكتوبر 2016، أن السيد محمد ملين مدين المدعو توفيق وهو ضابط سامي في الجيش برتبة جنرال ومدير جهاز الاستخبارات والأمن المعروف بالدياراس هو من "حرك وسير أعمال العنف في غرداية (تغردايت)" وأن تلك الأحداث قد توقفت بمجرد مغادرة ذلك الضابط لمنصبه (9).

لقد قدّم الدكتور كمال الدين فخار طلباً رسمياً من أجل استدعاء كل من السيد عمار سعيداني الذي أدلى بتلك التصريحات والسيد محمد ملين مدين المدعو توفيق للسماح لشهادتهما إلا أن العدالة لم تستجب لذلك الطلب . هذا يثبت أن التحقيقات ضد سجناء الرأي المزابيين هي تحري ضدهم فقط الغرض الوحيد منها هو تدعيم الملف بما يمكن اعتباره أدلة وهي لا تتجاوز تصريحات سياسية تنتقد تصرفات السلطة ومن يساعدها على الاعتداء على المزابيين ، دون أن يكون لذلك أي ارتباط مع الجرائم التي ارتكبت من قتل وتكيد وحرق ونهب لأموال المواطنين في مزاب والاعتداء على الأملاك العمومية للمزابيين. يتمتع موظفو العدالة من إجراء أية تحريات قد تفيد المعتقلين المزابيين وتفيد إظهار الحقيقة كما ينص عليه القانون.

يرفض قضاة التحقيق إستدعاء السادة أحمد أويحيى، عمار سعيداني والجنرال توفيق كشهود على الرغم من أنه تبين أن لديهم معلومات مهمة جدا عن أشخاص متورطين في الجرائم التي ارتكبت خلال أكثر من عشرين شهراً في تغردايت، ييهم فيها الجنرال توفيق بطريقة مباشرة بالتحريض على هذه الجرائم. إن تصريح سعيداني حول تورط الجنرال توفيق، المدير السابق لجهاز الاستخبارات والأمن، وحده كافٍ للإفراج الفوري عن جميع المعتقلين في سجن تغردايت ولمنيعة، خاصة وأن العديد من الصور وأشرطة الفيديو التي تظهر تورط الأجهزة الأمنية قد تم نشرها في الشبكات الاجتماعية.

إن الغرض من اعتقال الناشطين السياسيين والحقوقيين المزابيين هو إسكات كل الأصوات التي تجرأت على التنديد علانية بجرائم السلطة. فلم يسلم حتى محامي المعتقلين من مضايقات السلطة. فعلا فقد تعرض الاستاذ صالح دبور محامي أغلب المعتقلين بسبب رأيهم ورئيس الرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان إلى مضايقات كبيرة جدا ، بدأت بمحاولة تشويه سمعته من طرف جريدة النهار المعروفة بقربها من مصالح المخابرات (10)، ولما أراد تقديم شكوى ضد هذه الجريدة رفض القضاء التكفل بتلك الشكوى خرقاً للقانون (11). تلى ذلك متابعتها قضائية بسبب نشاطه المهني والحقوق من محكمة تغردايت (غرداية) ، ووضعه تحت الرقابة القضائية على بعد 600 كلم من مقر إقامته وعمله، مما يضطره للتنقل كل أسبوع لمسافة أكثر من 1200 كلم من أجل إضاء.

إنّ وضع الأستاذ صالح دبور تحت الرقابة القضائية كان بقرار من والي تغردايت (غرداية) السيد عز الدين مشري خرقا للقانون ولحضانة المحامي وحرية التعبير للناشطين الحقوقيين، مثلما تثبتته تصريحات الوالي في 31 جويلية 2016 التي يؤكد فيها التوجه العنصري لسياسة الدولة، باعتماد قرارات تعسفية ينفذها كممثل للدولة على المستوى المحلي، بعد استشارة مسؤوليه على المستوى المركزي (12). الغرض من هذا القرار هو التضييق على المحامي ومنعه من القيام بعمله.

إن معظم المعتقلين المزابيين بسبب آرائهم السياسية محتجزون منذ أكثر من تسعة عشر شهرا. في الواقع يستخدم الحبس الاحتياطي من قبل الحكومة الجزائرية كعقاب ضد النشطاء السياسيين و/أو الحقوقيين مجسهم دون محاكمة. وتظهر نية معاقبة النشطاء المزابيين والمدافعين عن حقوق الإنسان أكثر وضوحا مع وضع الأستاذ صالح دبور، محامي أبرز القادة الناشطين المزابيين ورئيس الرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان، تحت الرقابة القضائية على بعد 600 كيلومتر من مكان إقامته وعمله. للاعتقال التعسفي تضاف سوء معاملة المعتقلين المزابيين، التي أسفرت عن مقتل ثلاثة منهم من 2013 إلى اليوم بسبب التعذيب. نظرا للظروف الصحية للعديد من المعتقلين المزابيين، يخشى أن تزداد قائمة المعتقلين القتلى في السجون الجزائرية طولا أو في أحسن الأحوال أن يخرج المعتقلون بإعاقات دائمة لأنهم لا يحصلون على الرعاية الطبية اللازمة. بالفعل قد لاحظنا أن العديد منهم يعانون من مشاكل في البصر والتنفس. فعلا فالمعتقل سعيد بولعاش الذي يعاني من مرضين مزمنين، السكري وضغط الدم، قد تم نقله مؤخرا في عجلة إلى المستشفى بعد تدهور حالته الصحية وهو يواجه خطر بتر ساقه وقد منع محاميه الأستاذ صالح دبور من زيارته في جناح الإحتباس في مستشفى المنية رغم تقدمه رخصة زيارة صادرة عن السلطات القضائية.

من جهة أخرى، يوجد عدد كبير من معتقلي الرأي المزابيين في إضراب عن الطعام منذ 25 جانفي 2017 تضامنا مع الدكتور كمال الدين فخار ولنفس المطالب. من بين هؤلاء المضربين تم نقل كل من قاسم سوفغالم، مصطفى اويابة، سفيان قومغار وبرايم سريعة من سجن المنية إلى عيادة سجن تغردايت ثم إلى جهة أخرى دون إخطار محاميه. يظهر ان حالتهم الصحية قد تدهورت بصفة مفاجئة في الأيام الأخيرة. إنهم يتعرضون لضغوطات من أجل وضع حد لإضرابهم عن الطعام. في المرات السابقة لإضراب معتقلين عن الطعام تم منع مادة السكر عنهم من طرف مسؤولي السجن من أجل إجبارهم على وقف الإضراب.

إن المعتقلين المزابيين، إضافة إلى كونهم معتقلون بقرار سياسي بسبب كونهم مزابيين وبسبب آرائهم، تعرضوا للتعذيب في مقرات الشرطة. فعلا ففي شهر ديسمبر 2013 تعرض العشرات من الشباب المزابيين للتعذيب داخل مقرات الشرطة بإقراران (القرارة). أحد الضحايا يتم حاليا متابعتها قضائيا لنشره شهادته في الأترنت. كما يتعرض المعتقلون للإهانة وسوء المعاملة ونقص الرعاية الصحية. قدم كل من الدكتور كمال الدين فخار والسيد قاسم سوفغالم شكوى بسبب التعذيب لكن لم يستجب لها.

السيد الأمين العام للأمم المتحدة،

تطلب منكم إزمولن من أجل حقوق آت مزاب التدخل شخصيا أمام الحكومة الجزائرية من أجل إطلاق سراح كل مساجين الرأي في مزاب، المعتقلين تعسفا، دون وجود أية شكوى ضدهم، والمعتقلين بتهم ملفقة ومفبركة، وعلى رأسهم محمد بابا نجار، أقدم سجين سياسي في الجزائر، والدكتور فخار كمال الدين، قاسم سوفغالم، بكير سوفغالم، برايم سريعة، نصر الدين حجاج، نور الدين كروشي، برايم عبونة، اسماعيل عبونة، عبدالله بن عبدالله، محفوظ باباوسماعيل، عبد العزيز ملال ومحمد بلعديس.

نطلب منكم التدخل من أجل وقف كل المتابعات والمضايقات ضد المحامي ورئيس الرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان الاستاذ صالح دبور حالا وتركه يشتغل بكل حرية.

إزمولن تطلب منكم كذلك إجراء تحقيق من طرف لجنة ذات مصداقية تفحص فيه كل الوثائق وتستمع فيه لكل الأطراف، خاصة الضحايا المزابيين، عن الأعمال الإجرامية المرتكبة في مزاب، بتأطير من قوات الأمن الجزائرية وبتوجيه من ممثلي الدولة في تغردايت (غرداية) بعد استشارة السلطات العليا باعتراف وقرار وزراء دولة ومسؤولين مركزيين، على أن تكون أشغال تلك اللجنة تحت إشراف الأمم المتحدة.

إنّ اعتقال الدكتور كمال الدين فخار بسبب الرسالة التي وجهها للأمين السابق للأمم المتحدة، وإنّ النداء الذي وجهته له عائلته من أجل التدخل لدى السلطات الجزائرية بمناسبة زيارته للجزائر، يلقين على عاتقكم كأمين عام للأمم المتحدة، مسؤولية أخلاقية، خاصة



أن الدكتور كمال الدين فخار دخل يوم الثلاثاء 03 جانفي 2017 للمرة الخامسة في إضراب عن الطعام منذ اعتقاله بتاريخ 09 جويلية 2015، احتجاجا على تواصل الظلم ضده وضد كل المزابيين، وهو بذلك يعرض صحته لمزيد من المخاطر كونه يعاني من مرض مزمن، ولم توفر له ولباقي المعتقلين بسبب آراءهم أية رعاية صحية. اليوم الدكتور كمال الدين فخار في يومه التاسع والثلاثين من إضرابه عن الطعام وقد تم نقله في عجلة إلى المستشفى. حالته حرجة للغاية. قبل ربطه بالمصل بعد إلحاح من محاميه. ويمكن أن يكون له نفس مصير الصحافي محمد تاملت المتوفي في السجن يوم 11 ديسمبر 2016 بعد إضرابه عن الطعام أمام لامبالاة السلطات. متأكدين من أن هذا النداء سيلقى إهتمامكم وراعايتكم الكافية، تقبلوا السيد أنطونيو غوتيريس الأمين العام للأمم المتحدة أسمى عبارات التقدير والإحترام.

باريس، 10 فيفري 2017

رئيس جمعية إزمولن

محمد دبور

#### المرفقات :

- 1 – رسالة ممثل الحزب الواحد في الستينيات السيد اعمر بن اعطية مغازي. (4 صفحات)
- 2 – مقطع فيديو لخطاب السيد عبد العزيز بالخدام الممثل الشخصي لرئيس الجمهورية :  
الرابط : <https://www.youtube.com/watch?v=lyMQf2NHDkU&t=10s>
- 3 – دستور الجزائر الرابط : <http://www.joradp.dz/TRV/FCons.pdf> و <http://www.joradp.dz/trv/acons.pdf>
- 4 – نسخة من عقد أراضي آت علوان ونسخة تقرير الخبير (12 صفحة)
- 5 – فيديو لمسيرة متليلي في 16 مارس 2014. في المقدمة موظفون في الدولة منهم إمام موظف لدى وزارة الشؤون الدينية.  
الرابط : <https://www.youtube.com/watch?v=0NCLeOF-FIA>
- 6 – فيديوهان لشهادة حول التعذيب والعنف بتغطية ومشاركة من مصالح الأمن.  
الرابط : <https://www.youtube.com/watch?v=gkq6CvxyPOU>
- والرابط : <https://www.youtube.com/watch?v=AONMiEYulfo&t=14s>
- 7 – وثيقة إعتقال الدكتور فخار ومجموعته.
- 8 – مقطع فيديو لخطاب السيد أحمد أويحي مدير ديوان رئيس الجمهورية، يوم 11 جويلية 2015.  
الرابط : <https://www.youtube.com/watch?v=B3zxa2jBiXo&t=221s>
- 9 – مقطع فيديو لخطاب السيد عمار سعيداني الأمين العام لحزب جبهة التحرير الوطني في 05 أكتوبر 2016.  
الرابط : <https://www.youtube.com/watch?v=p5mkTIn4PhA&t=27s>
- 10 – مقالين في جريدة النهار عدد 2635 الصادر بتاريخ 18 ماي 2016 و عدد 2666 الصادر بتاريخ 23 جوان 2016.
- 11 – شكوى الأستاذ صالح دبور ضد جريدة النهار.
- 12 – تسجيل لمقطع من خطاب السيد عز الدين مشري والي تفرديت في 31 جويلية 2016.  
الرابط :

<https://web.facebook.com/100010711651654/videos/vb.100010711651654/317091505324569/?type=2&theater>



## الأوضاع السائدة في غرداية جبهة التحرير الوطني المحافظة الوطنية بالوحدات اتحادية غرداية رقم 69/0432

نظرا إلى ما أصبحنا نعانينه من الصعوبات والعراقيل الشاقة في إدارة هذه المنطقة التي نعيش فيها وفي محاولة تطويرها تطويرا متناسبا مع الأهداف التي تصبوا إليها السياسة الجزائرية والوسائل التي تتبعها لذلك ونظرا إلى ما قمنا به من تجارب كثيرة ومتنوعة في مدة السنوات الخمس الماضية وجدنا أنه من الضروري وحسب تحمل مسؤولياتنا أن نطالب السلطات العليا بالشروع في تغيير بعض الجوانب للحياة الاجتماعية التي تختص بها هذه المنطقة دون غيرها حتى تتمكن من إنقاذ الأجيال الصاعدة وإخراجها من الإطار الخاص الذي يحيط بهم ويحول بينهم وبين إخوانهم من الشعب الجزائري المنطلق الذي يؤثر ويتأثر بالظروف العالمية العامة أو فقط ينسجم معها إذ لا يخفى أن لهذه الواحة أو القرى السبع التي تقع في تراب اتحاديتنا نمطا من الحياة خاصة بما يرثه الأبناء عن الآباء وهذا النمط أصبح غير ملائم للظروف الحاضرة وللطور الحضاري الذي يحدث عبر التاريخ ولمساعدتنا كمسؤولين محليين في تدليل بعض الصعوبات التي نعانينا في إدارة المنطقة وصبغها بالروح العصرية يجب في نظرنا الاهتمام بثلاثة نقاط أساسية:

1/: إصلاح التعليم الحر أو الجانب التربوي.

2/: إصلاح نظام المساجد.

3/: إلغاء النظام العشائري.

**أما النقطة الأولى التي هي التعليم الحر أو الجمعيات الحرة،** فقد أصبحت تكون سدا منيعا وحائلا سميكا بين الشباب على وجه الخصوص وأتباعها على وجه العموم وبين الانقياد لسياسة الحزب وأوامره والتفاعل معه والتفاعل اللازم وبكل اختصار أصبحت هذه الجمعيات على الشكل التي هي عليه الآن حزبا سياسيا مستقلا قائما بذاته لأن قاعدة تنازع البقاء والدفاع الذاتي يحتم على هذه الجمعيات التي تريد أن تحافظ على بقائها وعلى نفوذها بسط سيطرتها على أكثر ما يمكن من الشباب بالشكل الذي كانت عليه في عهد الاحتلال الفرنسي ولا أدل على ذلك من عدم تغيير قوانينها الأساسية وإحداث أي تطوير في شكلها أو جوهرها بعد استقلال الجزائر وتنتشر هذه الجمعيات في كل القرى السبع وفي مدن الشمال التي يوجد فيها مواطنون من غرداية وتقوم هذه الجمعيات بالتعليم الابتدائي ولها وظائف أخرى تربوية تقوم بها وتضم أكثر من 3000 تلميذا **وأكثر من 60 معلما** وربما بلغت نفقة مجموعها بالإضافة إلى معهد القرارة مائة مليون فرنك قديمة سنويا وما يقرب من ذلك والذي يجعلنا ننتقد شكل التعليم الذي تقوم به هذه الجمعيات هو أن هذه الجهود الجبارة التي تبذل كلها لا تسد أية حاجة للشعب من الجانب التربوي بل أصبحت من بمقتضى تطور الظروف لا تقصد من وراء بقائها رغم كل هذه الجهود إلا الحصول على أهداف سياسية معينة وهذه الأهداف تتمثل في المحافظة قدر الإمكان على نمط الحياة الخاص وعلى إبقاء الشعب في كيانه الخاص الذي ورثه أبا عن جد والافان ذلك العدد الكبير من التلاميذ كلهم تقريبا مندرجون هم في سلك التعليم الرسمي بالإضافة إلى اندراجهم في سلك تعليمها فالتلميذ عندنا يتحتم عليه بناء على ذلك أن يقضي إحدى عشر ساعة في التعليم بدلا من ستة ساعات وهو ابن سبع سنوات فصاعدا وبعض المواد التي تدرس في التعليم الرسمي هي التي تعاد دراستها في التعليم الحر مع ملاحظة أن المعلمين لهذه الجمعيات يدخلون المهنة وهم أبعد ما يكونون من تمكّنهم من مزاولة مهنتهم على الوجه الصحيح فالتلامذة إذ ينشؤون تنشئة مزدوجة ويتلقون تربيتين في آن واحد مما يجعلهم غالبا محطمي الشخصية وفاقدون مستقبلهم ولا مجال في هذه المدارس للمعلمين الذين توسموا فيهم حرية الفكر والثقة بالنفس ولا يتولى

التدريس فيها إلا أبناء أعضاء الإدارة ومن أثقلوا كاهله بمن بسبب فقر والده وذلك ليضمنوا السيطرة الدائمة على الأوضاع وإبعاد كل ما من شأنه أن يهدد نفوذهم أو يكشف حقيقتهم وملاحقتهم للمعلمين الذين انخرطوا في النظام أيام الكفاح التحرري وبعده لأكبر دليل على ذلك.

ويوجد كذلك معهد ديني في القرارة يقوم بالتعليم الثانوي ويأبوا المتخرجين من التعليم الابتدائي لتلك الجمعيات أساسا ويشتمل على سبع مراحل ويشتمل بتعليم الأدبيات وشيء ضئيل جدا من مبادئ الرياضيات وينهج في نمط تعليمه على أسس عتيقة ومخالفة لوسائل التربية الحاضرة وأهدافها خصوصا بالنسبة لسياسة الجمهورية الثورية الاشتراكية وكثيرا ما يحاول بعض المتخرجين من تلامذته المشاركة في الامتحانات للحصول على شهادة الأهلية الرسمية فيخفقون ويجدون أنفسهم دون مستواها وهذا المعهد الذي يضم أكثر من 100 شاب ترى مديره على يقين تام من ضياع جدوى كل الجهود التي تبذل في إبقائه والمحافظة عليه إلا أن مجتهد الوحيد حسب ما يصرحون به في جميع المناسبات أن الهدف من الجهود التي يبذلها المعهد الغرض منها التكوين الأخلاقي لا العملي وتصويرهم أو تصويرهم للجانب الأخلاقي من الحياة لا يخفى على أحد وقد بلغت الحماقة بمسيرى هذا المعهد الذي يقع تحت إشراف الشيخ بيوض أن اجتلبوا عشرات الشباب من خارج الجزائر من عمان وليبيا لتكوينهم ورعايتهم وفي مدينة القرارة نفسها وفي دائرتها عشرات من الشباب يكون متحرقين من عدم توفر الوسائل اللازمة لمتابعة تعليمهم فهم يتسكعون الطرقات أو يتبعون المهن الدنيا مرغمين بمقتضى ظروفهم دون أن يوجه إليهم هذا المعهد الغيور أي عناية أو ولا مجرد تفكير في حالتهم ولخبرجي هذا المعهد جمعية تسمى جمعية قدماء التلاميذ كانت تعقد مؤتمرات سنوية تبحث فيها مشاكل الشباب وترسم خطط التوجيه في إطار الهدف المأمور الذي هو المحافظة على نمط الحياة الخاص وعلى إبقاء الشعب في هذا الكيان الشاذ ولقد اعتزى أخيرا هذه الجمعية فتور إذ لم تعد تعقد مؤتمراتها السنوية كالمعتاد وذلك بسبب انسحاب عدد كبير من الحاضرين في الاجتماع الذي انعقد بتراب قسمة بريان سنة 1963 م عندما شن أعضاء المكتب الدائم لهذه الجمعية هجوما عنيفا ضد الحزب والمناضلين وقد تعرض هؤلاء الشباب المنسحبون إلى عدة إجراءات تعسفية من طرف المساجد ورؤساء الجمعيات والعشائر كالتبرئة والمقاطعة وحرمان بعض من أزواجهم ولا يزال مكتب هذه الجمعية يعقد اجتماعات في كل سنة في مدن الشمال ويقتصر فيها بممثلين لكل قرية وفي نظرنا أنه يجب حل هذه الجمعيات كلها وإذا اقتضى المقام إعادتها فيجب أن تعاد على الشكل المناسب وتحت الإشراف المباشر للحزب لأن بقائها على الشكل الحاضر يمثل عهد ما قبل الاستقلال ويقسم الشعب إلى اتجاهين مختلفين فكريا وسياسيا.

### النقطة الثانية إصلاح نظام المساجد.

إن للمساجد عندنا وضعية خاصة فهي لا تزال تملك الهيمنة الكبرى فكريا وسياسيا على طبقات الشعب كلها شباب وكهولا رجالا ونساء لأن الوازع الديني لا يزال له قوة وفعالته في جميع أفراد الشعب غير أن هذه المساجد كثيرا ما يخضع مديرها في تصورهم للدين تصورا صحيحا فينشأ عن ذلك توجيههم للشعب توجيها منحرفا كما أنه كثيرا ما يستغلون المناصب التي تمكنهم من امتلاك أزمة الشعب لأغراضهم الدينية وما يجدر ذكره في هذا المقام أن لرؤساء بعض هذه الهيئات والجمعيات والعشائر سوابق إزاء القضية الوطنية من تعاون مع السلطات الاستعمارية ورفض العمل مع النظام الثوري وتحدي جميع النداءات التي كانت الجبهة توجهها للشعب في المناسبات التي يحاول الاستعمار فيها تنفيذ خطته من انتخابات وغيرها هذا من جهة ومن جهة أخرى فإن مقاييس التعيين في هذه الهيئات الدينية أو الجمعيات أو في العشائر ليست هي لا السيرة الحسنة ولا التفقه في الدين وإنما هي المال والجاه وإن وجد غير هذا فإنما المقصود منه أن يخسر ويقوم بالأعمال البسيطة كغسيل الموق ولا كلمة له بل لا اعتبار فنجد في بعض الهيئات الدينية مثلا القائد وشيخ البلدية في عهد الاستعمار وصاحب امتياز لبيع الخمر والوحدات و السارق والفاسق إلى غيره من أنواع الناس التي تتنافى سيرتهم والدين هذا علاوة على أفكارهم الرجعية واتجاههم الاستغلالي وتجدد في الجمعيات الحرة مثل هؤلاء ورئيسا



بالوراثة وغيرها من الأوضاع التي تجعل المرء وهو بسيرها يتخيل إليه وكأنه يعيش في عهد الاقطاع وفي أرض غير أرض المليون ونصف شهيد الذين سقطوا فدى للحرية والكرامة.

وأنظمة حلقة العزابة التي خططها الزعماء الأولون لامتلاك قيادة الشعب محكمة إلى حد كبير وقد أكسبها التطبيق الطويل زيادة على ذلك خبرة ومتانة ولهذه الحلقة أيضا من الوسائل المادية ما يضمن لها نفوذها وقوة فعاليتها وهي أموال الأوقاف والوصايا التي تجمعت لديها بوفرة عبر التاريخ ولها كذلك سلاح من أمتك الأسلحة فعالية وهي إعلان المقاطعة - التبرئة - ولبعض المساجد منظمات تشرف عليها تستخدمها في بعض الأغراض المختلفة كما هو الشأن في قسمة غرداية إذ تشرف المسجد على منظمة تقوم بالحراسة في القرية ولها نظام محكم للغاية ولا تزال هذه المنظمة قائمة إلى يومنا هذا ولا سلطة للإدارة ولا لأجهزة الأمن عليها.

ونظام حلقة العزابة في جميع قرى ميزاب واحد ومرتبطة بعضه ببعض ولهذه القرى أيضا زيادة على ذلك حلقة عليا على هذه الحلقة - مجلس عمي سعيد - ومهمته الأساسية في القديم قبل الاحتلال الفرنسي يوم كانت هذه المقاطعة منفصلة عن باقي الأجزاء الأخرى من التراب الجزائري تنحصر في فصل القضايا الخطيرة والخصومات المهددة بالتصدع والانشقاق كحكمة عليا لا تقبل النقض ولا معقب لحكمها وقد تصدر بعض القرارات الاجتماعية الهامة التي تمس إليها الحاجة حينئذ ثم تعطلت هذه الوظيفة أيام الاحتلال الفرنسي وقد حاول إحيائها ورد اعتبارها زعماء هذه القرى بعد الاستقلال مباشرة لعدم تقديرهم للظروف والملاسات والتطورات التاريخية ولتحقيق أحلامهم وأطماعهم الشخصية في النفوذ والسيطرة فهي تنعقد الآن شهريا وقد أنشأت علاقة بينها وبين وزارة الأوقاف خصوصا مع الوزير الأول الذي تقلد منصب وزارة الأوقاف بعد الاستقلال وأصبحت اتصالاتهم بها مباشرة إلى يومنا هذا ولا تخضع لا للمجلس العمالي ولا للسلطات المحلية ولها مواقف سياسية مريبة خصوصا فيما يتعلق بمعارضة خطة الحزب محليا ولنا الأمثلة الكثيرة في ذلك نذكر مثلا لا يزال أثره السيء منتشرا في الأوساط ذلك أن عضوا من أعضاء القسمة الأولى للحزب في غرداية أصدر في هذه الأيام كتابا جديدا اسمه: الإسلام والتطورات العالمية وتحدث فيه عن المرأة والاشتراكية وعلاقة الإسلام والتطورات العالمية معها وأوضح بالبراهين القاطعة أن كلمة الإسلام في هذين الميدانين تختلف عما يعتقد معظم المسلمين عن طريق الوراثة والتقليد وبمجرد صدور الكتاب طلب عضو من أعضاء المجلس بوجود مقاطعة الشعب لهذا الكتاب رسميا في المجلس بدعوى أن في الكتاب إلحاد وكفرا وهذا العضو هو عضو أيضا في المجلس الإسلامي الأعلى وفي سنة 1963 م بعدما تم تنظيم الحزب أقدمت هذه الهيئات بتوصية من مجلس عمي سعيد هذا على عزل مناضلين كانوا أعضاء في بعض الهيئات الدينية واستخلفوهم من ناصري العدو وشاركوا معه في تنفيذ برامجه وسرحوا من وظائفهم بعد إعلان الاستقلال فأوتتهم هذه الجمعيات والهيئات وانضموا إليها وأصبحت تأتمر بأوامرهم وتخضع لنفوذهم.

لذلك نطالب بإعطاء إعادة النظر أساسا في نظام المساجد كله وإخضاعه لإشراف الثوريين والمناضلين الحقيقيين الذين يستطيعون أن يعيدوا إلى الأذهان التصور الصحيح لشريعتنا السمحاء المنطلقة القابلة للتطور والبقاء كما تطالب بإلغاء الجمعيات الخيرية والتي تنصب نفسها وصيا على المساجد لأغراض مختلفة وقليل ما ينطبق الإسم على المسمى.

### النقطة الثالثة إلغاء نظام العشائر:

وإن نظام العشائر عندنا لا يزال ونحن في القرن العشرين يقوم بالدور الفعال الذي كان يقوم به في القرن العاشر تقريبا فله ارتباط وثيق بنظام حلقة العزابة لأن الحلقة تتشكل من ممثل لكل عشيرة وبواسطة هؤلاء الممثلين تنفذ الأوامر كما أن حلقة إدارة المدينة في القديم تتشكل أيضا من ممثل لكل عشيرة فمثلو العشائر يكتسبون النفوذ المطلق تقريبا في أفراد عشائرهم ويملكون السلطة التوجيهية والتأديبية وهم الذين يصدرون العقوبات ويعينون الأشخاص في المهمات إلى غير ذلك وذلك بمقتضى كونهم الوساطة بين الإدارة العامة وبين أفراد عشائرهم غير أن أثر ذلك قد بقي قويا وفعالا إلى الآن رغم التطورات التاريخية وهذا يحتم على جهاز

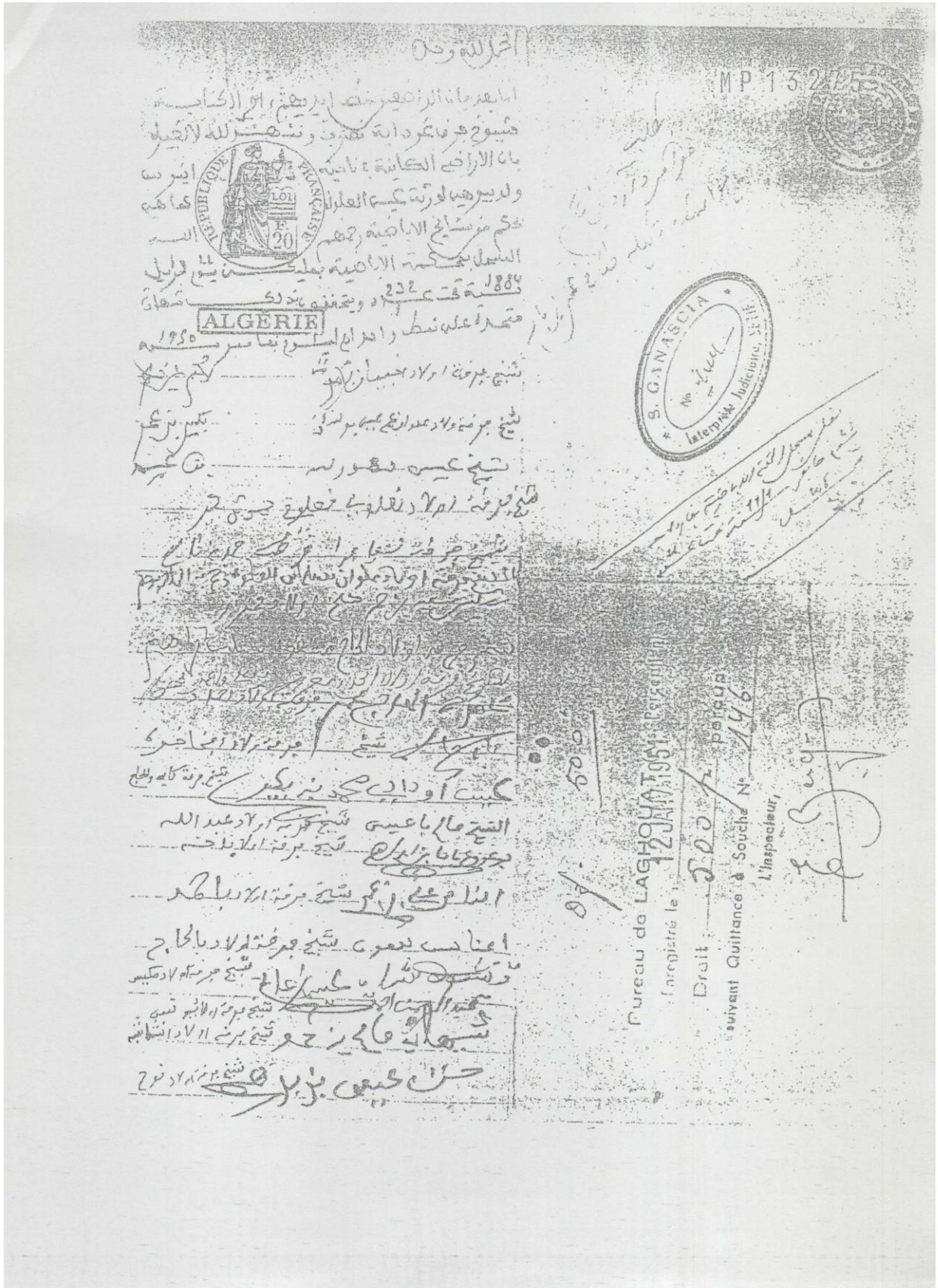
الثورة أن تضع حدا لذلك ونحن نقترح أن يلغى هذا النظام وكذلك نظام الحراسة ولتتحمل خلية الحزب مسؤوليتها في التوجيه والمراقبة أما ديار هذه العشائر وأملاتها فيجب أن تنضم قانونيا وعمليا إلى الأملاك العقارية للحزب وجملة القول : إننا نطالب باتخاذ التدابير اللازمة التي تساعد الحزب في هذه الناحية على إحداث ثورة اجتماعية للقضاء على ما علق بالجمتمع من تقاليد وأوهام التي نعطله عن الالتحاق بالركب الحضاري المنطلق وللتوحيد بين طبقات الشعب المختلفة حتى تتمكن من الاندفاع السليم في خط واحد مادامت هذه الثورة الاجتماعية التي ندعوا إليها لا تخرج بالشعب من إطار شخصيته الجزائرية العربية الإسلامية لذلك يجب علينا أن نحارب في نفس الوقت وبلا هوادة كل عقدة وكل فكرة وكل عامل ناشئ هن مجرد تقليد الأجنبي الساذج وعن فقدان الشخصية ومحاولة اعتناق أي شخصية غريبة تنافي ميولنا وأصول حضارتنا العربية الإسلامية العريقة.

#### الخلاصة:

- 1/: نظرا إلى الوضعية التي عليها الجمعيات الحرة ونظرا لأهداف أصحابها التي تتنافى وأهداف الثورة الاشتراكية ونظرا للأسلوب النتيج في تسييرها فإننا نقترح إلغائها وإلحاق ممتلكاتها لوزارة التعليم الجزائرية.
- 2/: إن المساجد هنا لا تزال تعيش في القرن العاشر ولا تتعدى كونها وسيلة للسيطرة على الجماهير ويملك أزمة أمورها أميون ومدجلون ومحتالون ولذا فإن الاتحادية تقترح:
  - أ/: أن يعاد النظر أساسا في هذه المساجد كلها وإخضاعه لإشراف الثوريين والمناضلين الحقيقيين.
  - ب/: وأن يلغى كل امتياز يجعلها لا تخضع في التوجيه للسلطة المحلية وإلى نظام السلم التصاعدي.
  - ج/: وأن يجعل حد لتكوين الجمعيات الخيرية التي تنصب نفسها وصيا على المساجد لنضمن وحدة التوجيه والتقليل من الإسراف الملاحظ في بناء المساجد والتصرف في أموال الأوقاف.
- 3/: لإلغاء نظام العشائر نطالب بإلحاق كل أملاكها ودورها إلى الأملاك العقارية للحزب وتعيين مراكز لاجتماعات الخلايا والمنظمات الوطنية هذا وإننا نحن مناضلو اتحادية غرداية نعاهدكم أننا سنبقى أوفياء لعهد الشهداء وسنبذل كل ما في جهدنا لتدعيم الثورة والحفاظ على مكاسبها ولن تنال من عزائمنا الصعوبات أو التضحيات التي يجب أن نقدمها في سبيل تحقيق الاشتراكية ولقد كلفنا هذه الأوضاع الشاذة مدة ثلاث سنوات وتعرضنا لمؤامرات دنيئة وخسيسة ويتواطى من القمة وصمدنا رغم ذلك وجاء 19 جوان فرد كيد الأعداء في نحورهم وقضى على التلاعب بمكاسب الثورة وأصبحنا والحمد لله أقوى من كل وقت مضى واليوم لا عذر لأي مناضل يريد أن يشيد بلاده ويقضي على مخلفات الاستعمار.

عن اتحادية غرداية  
أعر مغازي أوت 1967 م





**CABINET D'EXPERTISES FONCIERES ET TOPOGRAPHIQUES**

**مكتب خبرة عقارية و طوبوغرافية**

Abbache Abdelhafid Géomètre Expert Foncier, assermenté, membre de l'Ordre, Agrée par la Cour et les Tribunaux, 04 Bd Mokhtari Ali, Boufarik-Blida.

Tél : 07 - 70 - 16 - 77 - 93

عباش عبد الحفيظ مهندس خبير عقاري، عضو الهيئة، معتمد لدى المجالس

والمحاكم، 04 شارع مخطاري علي ، بوفاريك - البلدة.



**تقرير الخبرة**

**محضر تحقيق لإثبات حالة وتحليل الوثائق**

**1 - المقدمة :**

في عام ألفين و ثلاثة عشر و اربعة عشر من شهر جانفي، و بناء على طلب كل من السادة : حواش أحمد بن يحيى و العلواني بكير بن إبراهيم ممثلين لعشيرة آت علوان، الذين طلبوا منا الانتقال معهم إلى الاملاك العقارية المعينة أسفله لتعيينها وتحديدتها و أخذ مخططات عنها و لاسيما المخطط الهيكلي ، مصرحون بأنها ملكية تابعة لعشيرة آت علوان .

❖ و بناء على النسخة المستخرجة من الديوان العمومي لتوثيق لدى الأستاذ بابا اوسماعيل قاسم ، الموثق بغرداية بتاريخ 2001\12\30 و المحررة في : 1884\02\22 بالمحكمة الشرعية الاباضية ببلد مليكة تحت رقم 232 سجل 01 الشفرة : DEPU -A01 .

❖ نحن السيد عباش عبد الحفيظ مهندس خبير عقاري محلف ، عضو الهيئة، معتمد لدى المجالس و المحاكم، مقيم بـ 04 شارع مخطاري علي ، بوفاريك - البلدة، و بتاريخ 28-29-30 و 31 جنفي 2013 انتقلنا إلى العقار الآتي ذكر تعيينه بصحبة الطالب الذي دلنا على الموقع مع تقديمهم لنا مجموعة من الوثائق حيث قمنا بدراستها وتحليلها كما يلي :





2 -- الوثائق المسلمة والتحليل:

❖ الوثيقة الرئيسية :

نسخة تحت رقم 232 ، سجل : 01 يوم 22 فيفري 1884 الشفرة : DEPU-A01  
مستخرجة من الديوان العمومي للتوثيق من طرف الأستاذ بابا واسماعيل قاسم  
موثق بغرداية ، بالتاريخ 2001/12/30 ، استخرجت هذه النسخة من أصلها بطلب  
من السيد حواش احمد بن يحيى سوغ له استخراجها بصفته ممثل لعشيرة آل علوان  
بغرداية .

نقلت هاته النسخة من سجلات المحكمة الشرعية الاباضية ببلد مليكة .

هذا نصها :

هذا نقل وجد للحاجة إليه ونصه بعد التسمية و الصلاة

والسلام على رسول الله و نصه .

- الحمد لوليه ليعلم من ينشا بعدنا أن أرض أنيرس و حواليتها إلى ساقية  
أولاد عيسى لأولاد علوان من جدهم عيسى.....

- ...شاهدان أيوب بن عمر سمع من أخيار مليكة و حمو بن بسعد سمع من  
كبار غرداية وقال حمو بن عبد الله و جدت في كتاب أن اول من نزل  
ذلك الوادي عيسى العلواني وليس بشرط أن يذكر أين سمعها منه فحكمت  
بالأرض لأولاد علوان .....

- ... ماحكم به الشيخ موسى بن محمد بشهادة الشيخ أم صالح ابن أبي  
القاسم بن صالح قال:.... أن الوبيرا و أنيرس و ساقية اولاد عيسى و  
حواليه تلك النواحي كلها لأولاد علوان ابيارها و ارضها و شعابها .

- كذلك شهد الله لا لغيره عمنا أيوب بن عمر انه سمع من أوائل مليكة  
يقولون ان البير التي في لوبيرا المذكورة منزل عيسى بن علوان مقيدما  
عبد الرحمن ابن موسى لطف الله به أمين .

- الحمد لوليه، نقلت من خط ابي لأولاد علوان شهادة ممترشة فنقلتها هنا  
شهادة بنو اجرو ابراهيم بن داود و حم بن سليمان شهدوا الله لا لغيره من  
أوائل غردية ان ارض اولاد علوان من عتية باب صالح القرابية من  
ناحية الغرب إلى باب مامه كيد إلى شعبة اسعد الى تيصقت كله لأولاد  
علوان، هذا ما نقلناه من خط ابي حرفا بحرف موسى بن محمد...



ما نصه بسم الله الرحمن الرحيم و صلى الله على سيدنا محمد .  
ليعلم من يقف على هذا من المسلمين بعدنا اصحاب ساقية بسمجان حين  
ارادوا ان يأتوا بالسيل إلي غا بتهم فجوزوا ساقية من الوادي عارضهم  
اولاد علوان فقالوا لهم جوزوا ساقيتكم عارية إن الارض لهم قديما فمن  
ادعا من اصحاب الساقية شيئا من الارض فدعوته باطله و خصومته  
فجور وقع هذا بالعام السابع و الثمانين بعد الالف (1087 هـ) من هجرة  
الرسول عليه الصلاة و السلام .

- ما نصه الحمد لوليه ليعلم من ينشأ بعدنا أنه كثر الكلام علي البير التي  
حفرها اولاد يونس و التخاصم و التهاثر و جعلوا لها درجا و عارضهم  
اولاد علوان بسبب ان الارض لهم بشهود عديدة ان الارض لأولاد علوان  
نقلنا هذا عن الشيخ ام صالح و غيره انيرس و حوليه إلي سقية اولاد  
عيسى و هذا البير غربي الوادي ثم اتى اولاد علوان بشهادة حم بن ابي  
سعيد و ايوب بن عمر و سمع هو من أوائل غرداية و أوائل مليكة ان  
لوبييرا منزل جد اولاد علوان و هو الشيخ عيسى فحكمت بالبير لأولاد  
علوان لأن المنزل يحتاج إلي سبعة اميال ( 7 أميال ) و على هذا كل  
تلك النواح هي لأولاد علوان، و وقع هذا يوم الخميس التاسع من جمادى  
الاولى العام الثاني و التسعين و الف ( 1092 هـ ) حجازا و مباراة و  
قطعا للدعاوي و من خط الشيخ عبد الرحمن.

- ما نصه ماحكم به عمنا الشيخ موسى من حريم المنزل و غيره هو الحق  
قد علم بصحته عبد الرحمن بن موسى لطف الله به

- ليعلم من يقف عليه ان ما حكم به الشيخ موسى صحيح صحيح و  
السلام عليكم من عبد الله بن دحمان و نقل هذا كله حرفا بحرف من خط  
هؤلاء الشيوخ يحي بن صالح بن يحي لطف الله به و السلام و نقل هكذا  
كله لأوائل ذي القعدة من عام 1281 العلامة الحاج امحمد ابن يوسف و  
نقل من خط بلفظه حرفا بحرف من غير زيادة و لا نقصان في 24 ربيع  
و عشرين من ربيع الثاني عام 1301 موافق ثاني و عشرين فبراير  
سنة 1884 اربع و ثمانين سنة و ثمانمائة و الف مسيحية و نقله احمد  
بن داود. انتهى نقلها مماثلا لأصلها ولتاريخ اعلاه.

#### ❖ الوثيقة الثانية :

نسخة تنقيح بيوم 1888/05/29 رقم 262 ، سجل 4 الشيفرة: DIPOA-01، هذه  
النسخة صدرت يوم 2004/05/03 ، استخرجت من اصلها من الديوان العمومي  
لتوثيق من طرف الأستاذ أميني مصطفى بغرداية ، المحكمة الشرعية المالكية بغرداية  
بطلب العلواني محمد بن سعد الله حسب تنقيح مصلحة الصادرة من مكتب التوثيق  
بغرداية سابقا يوم 1978/10/09 عدد 152 ، سجل 371.

"هذه الوثيقة تبين اتفاق على الحدود بين عشيرة أت علوان بغرداية و عشيرة أت ورو بمليكة"





❖ الوثيقة الثالثة :

\* عقد مسجل يوم 12 جانفي 1951 بمكتب الضرائب بالأغواط ، تبع سنة 146 ، حمل : الحمد لله وحده. الموقعون أدناه ، فرق القصور غرداية تعترف و تشهد لله لا لغير بانا الأراضى الكائنة بانيرس و لويبرا هي ملكية ورثة عيسى العلواني كما هي بحكم الإباضية جميعهم ، سجل بمحكمة الإباضية بملكية يوم 1884/04/22 تحت رقم 232 . حامل خاتم شكل دائرة: جمهورية فرنسية.

"هذه الوثيقة تبين إقرار كبار عشائر غرداية على ملكية عشيرة أت تلوان للأراضي المذكورة في نسخة 1884/02/22"

❖ الوثيقة الرابعة :

\* اداع عقد ، رقم 316 ، سجل 301 ، يوم 12 فيفري 1972 بمكتب التوثيق بغرداية ( المحكمة الاباضية سابقا ) لدى الموثق السيد باعلي و امير علي بن بكير الوضع ختمه و التوقيع علي هذه الوثيقة.

"هذه الوثيقة تبين تنازل لقطعة أرض من عشيرة أت تلوان لعشيرة أت نوح حسب نسخة 1884\02\22"

❖ الوثيقة الخامسة :

\* في يوم 19/07/1995 مستخرجة هذه النسخة من اصلها بطلب من السيد حواش عبد الرحمان بن ابراهم سوغ له استخراجها بي الديوان العمومي لغرداية صادرة من طرف الأستاذ بابا وإسماعيل قاسم موثق بغرداية حامل شراء عقارات حواش عبد الرحمان و من معه من حواش داود يوم 10/05/1968 حسب عقد رقم 61 ، سجل 318 سجل بإدارة التسجيل بالأغواط يوم 29/06/1968 تحت رقم 102 ، دفتر 38. اصل الملكية حسب عقد 1884/02/22 ، رقم 232 ، سجل 01 .

"هذه الوثيقة تبين بيع لقطعة أرض من عشيرة أت تلوان لمجموعة من المشتريين حسب نسخة 1884\02\22"



❖ الوثيقة السادسة :

\* نسخة من مخطط رفع طبوغرافي بطلب من السيد حواش رئيس فريق اولاد علوان بمقياس 1/5 000 ، تحت رقم GH 1 ( جمهورية الجزائر العامة ) محيط الجنوبي ، صادر بفرديّة يوم 04 جوان 1948 من طرف السيد : كرسان .

" هذه الوثيقة تبين بنر لوبيرا كنقطة انطلاق الاراضي ملك اولاد علوان مع إعطاء التوجهات حول مسافة 7 أميال ( نصف قطر ) من بنر لوبيرا عن العقارت اولاد علوان "

3 - تصريحات عشيرة أت علوان :

أ ) سلفنا عيسى العلواني هو مؤسس مدينة غرداية قبل 10 قرون وهو من حفر أول بنر في وادي ميزاب و سماها " لوبيرا " عام 445 هجري الموافق ل 1065 ميلادي وهو من قام ببناء المسجد العتيق بغرداية كما هو مدون في أرشيف سهل وادي ميزاب .

ب ) ان مئات من العقود استخرجوا من أصل ملكية عقد عام 1884 .

د ) عشيرة أت علوان تتكون من العائلات التالية :

- 1 - عائلة العلواني
- 2 - عائلة علواني
- 3 - عائلة علوان بسليمان
- 4 - عائلة حواش
- 5 - عائلة ازغار
- 6 - عائلة زغموم
- 7 - عائلة بلعناق
- 8 - عائلة ماكني
- 9 - عائلة تزبينت
- 10 - عائلة الشيخ عيسى





- 11 - عائلة بابكر
- 12 - عائلة كيوكيو
- 13 - عائلة ارفيس
- 14 - عائلة بوسنان
- 15 - عائلة الحاج قاسم
- 16 - عائلة عكي علواني
- 17 - عائلة شرع الله
- 18 - عائلة شعلان
- 19 - عائلة لعزيز
- 20 - عائلة اولاد اعمره
- 21 - عائلة ضب
- 22 - عائلة كركار

4 - تعيين العقار لإثبات حالة:

التعيين الدقيق للعقار : موقعه ، طبيعته ، شكله الهندسي ، مساحته ، حدوده .

(أ) موقعه :

العقار يقع بسهل وادي ميزاب بولاية غرداية ، والذي يجمع خمس قصور (قرى) وهي : غرداية و مليكة ، بونورة ، بني يزقن و جزء من العطف ، نصف القطر ذات سبعة أميال ( 07 ) من مركز بنر لوبيرا ممثل علامة انطلاق الملكية حسب السند يوم 1884/02/22 لعشيرة اولاد علوان و ايضا من مخطط المهندس " كرسان " ، الصادر يوم 1948/06/04 بمقياس 1/5000 تحت رقم GH 1 .

(ب) طبيعته :

العقار عبارة عن أرض شاسعة يغلب عليها الطابع الجبلي والصخري و تحتوى على سهول وهضاب (شعاب و وديان) ،

(ت) الشكل الهندسي :

يأخذ العقار شكل دائري حول مركز بنر لوبيرا إستنادا لمخطط المهندس " كرسان "



**ث) المساحة :**

نصف القطر ذات سبعة أميال (07) من مركز بنر لوبيرا ممثل علامة  
انطلاق الملكية.

1 ميل = 1609,344 متر

7 أميال = 11265,408 متر

يبلغ مساحة العقار الاجمالية التابعة لملكية عشيرة آت علوان كما يلي :

تقريبا بالهكتار: 40 000 هـ

بالضبط

بالمتر المربع: 2م 398 527 267

**ج) الحدود :**

- من الشمال واد لعديرة
- من الشمال الشرقي وادي نشو
- من الشرق واد سعيد
- من الجنوب الشرقي جزء من قصر العطف (جسر مدخل العطف) و المنطقة الصناعية لبونورة
- من الجنوب (رأس شعبة البيضة القبلية)
- من الجنوب الغربي (واد نثيسا)
- من الغرب (شعاب توزوز)
- من الشمال الغربي السد واد لبيض و بوبريق.



د ( إحداثيات جغرافية للنقاط الطبيعية :

- إحداثيات جغرافية UTM WGS84 و الحدود هي:

بئر لوبيرا مركز لنقطة مرجعية X : 559552,57 Y : 3599446,00

X : 559552,57 Y : 3610711,40 - من الشمال

X : 559552,57 Y : 3588180,60 - من الجنوب

X : 567591,52 Y : 3600951,65 - من الشرق

X : 548287,17 Y : 3599446,00 - من الغرب

5 - التحليل :

و بعد تحليل العقود المذكورة اعلاه، والانتقال إلى الأماكن المعينة، و تحليل مخطط عام 1948 لموقع الأملاك و تصريحات الأطراف من عشيرة ات علوان نستخلص ما يلي:

1 - سهل وادي ميزاب تأسس في القرن 11 عشر ميلادي ، والذي يحتل الهضاب والسهول والمنحدرات الصخرية المطلة علي الوادي ، والملاحظ امتداد للمدينة عن طريق إنشاء مناطق سكنية ونشاطات تجارية وصناعية وفلاحية علي الهضاب .

2 - نحن متأكدون من صحة العقار التابع لملكية عشيرة آت علوان استنادا للعقود وشهادات أجدادهم وأوائل غرداية ومليكة وقضاة المحاكم الشرعية الاباضية والمالكية. وفقا للتعابين الآتية :



(أ) وفقاً لشهادة حم بن ابي سعيد و ايوب بن عمر و سميع هو من أوائل غرداية و أوئل  
مليكة ان لوبييرا منزل جد اولاد علوان لان المنزل يحتاج إلي سبعة اميال (7)  
و علي هذا أصل تلك النواح هي لأولاد علوان

(مستخرج من عقد 22 فيفري 1884)

(ب) الموقعون أدناه ، فرق القصور غرداية نعترف و نشهد لله لا لغيره بأن الأراضي  
الكاننة بانيرس و لوبييرا هي ملكية ورثة عيسى العلواني كما هي بحكم الإباضية  
رحمهم الله المسجلة بمحكمة الإباضية بمليكة يوم 1884/04/22 تحت رقم 232 .

(مستخرج من عقد مسجل في 12 يناير 1951)

(ت) الحمد لوليه، نقلت من خط ابي لأولاد علوان شهادة ممترشة فنقلتها هنا شهادة بنو  
اجرو ابرهيم بن داود و حم بن سليمان شهدوا لله لا لغيره من أوئل غرداية ان  
ارض اولاد علوان من عتيبة باب صالح الغربية من ناحية الغرب إلي باب مامه كيد  
إلي شعبة اسعد الي تضيفت كله لأولاد علوان.

(مستخرج من عقد 22 فيفري 1884)



الخلاصة:

يمكننا ان نستخلص حسب معاينة الأماكن التي قمنا بزيارتها في عين  
المكان و كل الوثائق التي بحوزتنا مع تحقيق المعالم التي أخذت بجهاز إجماع  
الموقع GPS لبعض النقاط الطبيعية الموجودة في عين المكان.



نستنتج أن العقارات التابعة لعشيرة أت علوان ممثل علامة انطلاق من مركز بنز لوبييرا 07 أميال (نصف قطر) من الاراضي المحيطة بالبنز الموجود على حافة وادي ميزاب بغرداية ، تأخذ شكل دائري بمساحة إجمالية تقدر حوالي 40 ألف هكتار .

الملاحظة: من أجل الوضوح أكثر لهذه العقارات التي تقع بولاية غرداية من ضروري استعمال مخطط الملحق للملكية المذكورة في تقرير الخبرة ( مخطط الوضعية الحالية بي مقياس 1/50 000 - صورة،

orthophotoplan numérique ( imagerie quikbird ) - WordView.

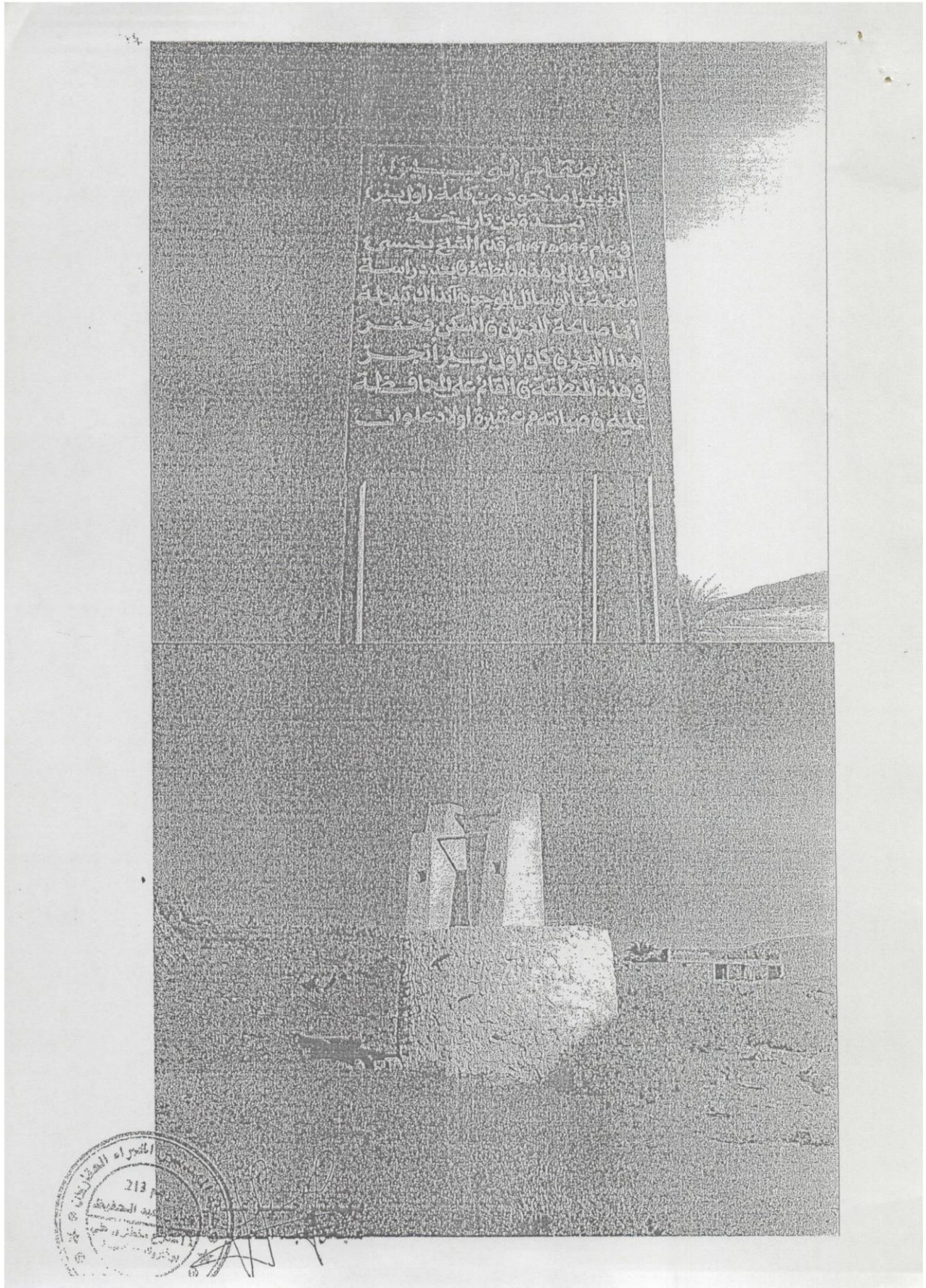
مخطط المهندس " كرسان " 1948 بمقياس 1/7500 .

- انتهت مهمتنا، وأكملناها وأمضيها بمكتبنا في اليوم والشهر والسنة المذكورة أسفل هذا التقرير الخبرة ونضعه تحت التقدير المستحقين .

بوفاريك : 14 ماي 2013









الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

08 جويلية 2015

وزارة العدل

النائب العام لدى مجلس قضاء غرداية

مجلس قضاء غرداية

إلى السيد:

النيابة العامة

رئيس أمن ولاية غرداية

رقم 4011 ب ع / 15

الموضوع: **مستجيب جدا** بخصوص تصرفات المدعو/ فخار كمال الدين

تبعاً لما بلغته تصرفات المدعو/ فخار كمال الدين المولود في 1963/02/09 بغرداية بن احمد وعلواني عائشة - طيب عام - زعيم ما يعرف بالحركة الانفصالية لوادي ميزاب التي تجاوزت كل العقول تذرعا بحرية التعبير ، بأن أضحت تمس بسلامة الوحدة الوطنية ، والدعوة لمواجهة قوات الأمن والتمرد على السلطات العمومية وإهانة هيئاتها ورموزها، الأفعال التي تحمل أوصافا جزائية معاقب عليها قانونا .

وتبعاً لما تظلمون به من صلاحيات التحري والتحقيق الابتدائي والكشف عن الجريمة والوقاية منها وحماية الممتلكات والأشخاص ، وباعتبار أن ما تم رصده على أرض الواقع من نتائج تلك الدعاية من جهة ، والتحرير عبر مواقع التواصل الاجتماعي في الصفحات الخاصة بالمعني ومجموعته والتي تشكل جرائم منصوص عليها قانونا لاسيما المواد: 41- 79 و96 و100، 195 مكرر 1 الفقرة 03 من قانون العقوبات من جهة ثانية ، ناهيك عن تسببه في الأحداث الدامية التي شهدتها مدن غرداية ، بريان والقرارة وغيرها من الأوصاف الجزائية الأخرى محرمتا وفق مفهوم أحكام المادة 41 من قانون العقوبات

فإنكم مدعوون وفق الضوابط الإجرائية المقررة بموجب أحكام قانون الإجراءات الجزائية إلى

فتح تحقيق ابتدائي **مستجيب جدا** ضد المعني وجماعته وكل من يكشف عنه هذا التحقيق ، وتقوم ضده شبهات اقتراف هذه الأفعال أو التحريض عليها أو تنفيذها أو المشاركة فيها بأية وسيلة كانت ، مع ضرورة توقيف المعينين بأية طريقة وتقديمهم للنيابة في أسرع الآجال .

هـام ومستجيب جدا



08 جويلية 2015

غرداية في  
النائب العام

م. بن سالم

نسخة للسيد وكيل الجمهورية لدى محكمة غرداية  
للمتابعة والتفقد

République Algérienne Démocratique et Populaire  
Ministère de la justice

08 juillet 2015

Cour de Ghardaïa  
Parquet général  
N° 4011 B Y /15

Le Procureur général près la cour de Ghardaïa  
à monsieur  
le directeur de la sureté de la Wilaya Ghardaïa

**Très Urgent**

Valable Uniquement  
à l'Étranger

Objet : relativement au comportement du nommé / Fekhar Kamel Eddine

Suite à ce qu'ont atteint les comportements du nommé Fekhar Kamel Eddine né le 09/02/1963 à Ghardaïa fils de Ahmed et Alouani Aïcha – médecin généraliste – leader de ce qui est connu pour mouvement séparatiste du oued Mzab dépassant la raison sous prétexte de la liberté d'expression, ce qui affecte l'intégrité de l'unité nationale, et l'appel à l'affrontement des forces de sécurité et à la rébellion contre les pouvoirs publics et une atteinte à leurs institutions et symboles, les faits ayant des qualifications pénales qui sont punis par la loi.

Et conformément à vos prérogatives d'enquête et d'instruction préliminaire que la loi vous confère afin de découvrir le crime et de s'en prémunir et protéger les bien et les personnes, et considérant ce qui a été constaté sur le terrain comme résultats de cette propagande, d'un coté et l'incitation à travers les réseaux sociaux dans les pages du concerné et son groupe, chose qui constitue des crimes conformément à la loi notamment les articles 41, 79, 96, 100, 295 bis & alinéa 03 du code pénal, d'un autre coté en non comptant qu'il soit à l'origine des événements sanglants qu'a connue les villes de Ghardaïa, Berriane et Guerrara, et d'autres qualificatifs pénaux selon l'article 41 du code pénal.

Vous êtes invités selon les règles procédurales prévue par le code des procédures pénales à ouvrir une enquête préliminaire urgente contre le concerné et son groupe et tous ceux que l'enquête aura à divulguer ou qui fera objet de sérieux soupçons pour avoir commis ces faits ou d'en être incitateur ou exécutant et d'y avoir participé par n'importe quel moyen, avec la nécessité d'arrêter les concernés par n'importe quel moyen et les présenter devant le parquet dans les plus bref délais.

Important et très urgent

Ghardaïa le 08 juillet 2015  
Le procureur général M. Bensalem

Fait à ORAN le: 17 NOV 2015  
Traduction Officielle  
CERTIFIÉE PAR NOUS



Le procureur Général  
M. Bensalem  
S'en suit un cachet rond  
du parquet général de Ghardaïa  
et une signature illisible

Droits de Timbre  
Acquis Pour le Compte  
du Trésor

Copie au procureur de la république  
Près le tribunal de Ghardaïa pour suivie et exécution



## على خلفية قيامه بتسريب جهاز كمبيوتر إلى داخل السجن خلال مقابلة معهم وكيل الجمهورية يأمر الشرطة القضائية بسماع المحامي ديبوز في محضر رسمي بفردانية

أمر وكيل الجمهورية بمحكمة غرداية، بسماع المحامي ديبوز رئيس الرابطة للدفاع عن حقوق الإنسان، في محضر رسمي لذي مصالح الشرطة القضائية، بعد تحريك الدعوى العمومية ضده إثر قيامه بتسريب جهاز كمبيوتر مزود بكاميرا إلى داخل السجن، أثناء قيامه بمقابلة المتهم كمال فخار، حيث ضبط من طرف حراس السجن السجين حرروا محضرا بالواقعة، خاصة أن خرجات المحامي ديبوز الأخيرة أثار فتنة كبيرة وسط سكان غرداية وسط استنكار أعيان المنطقة الذين طالبوا بضرورة تحريك الدعوى العمومية ضده بسبب محاولاته إثارة الفتنة مجدداً، والضرب بيد من حديد ضد كل من تسول

له نفسه إعادة جر المنطقة إلى ما عاشته سابقاً، خاصة وأن منطقة غرداية استعادت عافيتها من الأزمة السوداء بفضل جهود مصالح الشرطة والدرك تحت قيادة الجيش الوطني الشعبي والقضاء، ناهيك عن جهود الخيرين من سكان الولاية وجهود السلطات المحلية التي أعلنت ثورة تنموية للقضاء على الركود التجموي التي عانت منه الولاية سابقاً. وأثارت الخرجات غير الموقفة لمحامي كمال فخار الذي يرأس ما يسمى بالرابطة الوطنية للدفاع عن حقوق الإنسان والمحسوب على مجموعة كمال فخار، ضجة كبيرة اعتبرها سكان المنطقة محاولات لجر المنطقة إلى الفتنة مجدداً. **عاصم بن محمد**

بعد تهرب المتهم من التحقيق في مصلحة الشرطة  
القضائية بأمن الولاية

## العدالة تصدر مذكرة توقيف ضد المحامي ديبوز بسبب توظيفه في إثارة الفتنة بفردانية

أصدرت محكمة غرداية مذكرة توقيف ضد المحامي «ص.ديبوز» رئيس ما يعرف بالرابطة الوطنية للدفاع عن حقوق الإنسان ومحامي «كمال فخار» المتهم الأول بإثارة الفتنة بولاية غرداية، وذلك بعد تهريبه من المثول للتحقيق القضائي بأمن ولاية غرداية في العديد من الاتهامات، أخطرها محاولاته إثارة الفتنة بالولاية التي شهدت استقراراً كبيراً بعد جهود المصالح الأمنية من درك وشرطة تحت قيادة الجيش الوطني الشعبي والنيابة العامة، إضافة إلى جهود السلطات المحلية التي شرعت في ثورة تنموية شاملة بالمنطقة. وتورط المحامي «ص.ديبوز» المحسوب على مجموعة «كمال فخار» في العديد من الأفعال التي أثار فتنة كبيرة بالولاية على غرار إطلاقه اتهامات ضد مصالح الأمن بتورطها في الاعتداء على حافلة النقل الحضري والتي تسببت في حرق وجرح 14 مواطناً بمنطقة الفاية، بالرغم من أن مصالح الأمن حددت هوية المجرمين المتورطين في الجريمة والمحسوبين على

مجموعة «كمال فخار»، وهو ما أكده الضحايا وشهود العيان الذين كانوا في عين المكان، هذا إضافة إلى تحريضه عائلات الموقوفين في أحداث غرداية وإثارتهم بعد اتهامه بإطارات السجن بتحريض سجناء للاعتداء على سجناء آخرين بالرغم من أن السجناء نفوا ذلك في محاضر رسمية، وهو ما أثار فتنة كبيرة في المنطقة وتنديد من طرف أعيان غرداية الذين دعوا السلطات إلى ضرورة التعامل الردعي مع مثل هذه الخرجات غير المقبولة التي أطلقت تحت غطاء الرابطة الوطنية للدفاع عن حقوق الإنسان والتي يُراد منها تعفن الوضع وإعادة المنطقة إلى الفتنة مجدداً عبر نشر الأكاذيب وحقق الشارع لأجل الوصول إلى أغراض سياسية لا علاقة لها بالحقيقة، مطالبين بضرورة تحريك السلطات المحلية لأجل متابعة كل من تسول له نفسه إعادة جر المنطقة إلى ما عاشته سابقاً، خاصة بعد عودة الأمن والسكينة للولاية التي استعادت عافيتها وأمنها واستقرارها. **عاصم بن محمد**



Salah DABOUZ Avocat

صالح دابوز محامي

8 شارع الملازم خير الدين خلافي - الجزائر / الفاكس: (+213)0.21.73.58.69 / هاتف: (+213)0.21.73.86.54 / نقال: (+213)0.550.963.677 / العنوان الإلكتروني: sdabouz@gmail.com

مجلس قضاء الجزائر  
مكتب النائب العام

الموضوع: طلب تدخل من أجل تحديد كفالة.

الجزائر في 2016/05/29

السيد النائب العام؛

بعد التحية التي تليق بمقامكم، يشرفني أن أعرض عليكم ما يلي:

- أني أودعت شكوى عن طريق التكليف المباشر للحضور من أجل القذف بصفتي الشاكي وفقا لأحكام المادة 337 مكرر من قانون الإجراءات الجزائية لدى كتابة ضبط مصلحة الجدولة بمحكمة بئر مراد رابيس بتاريخ 2016/05/23 صباحا وطلب مني الكاتب أن أعود في اليوم الموالي لمعرفة مبلغ الكفالة بعد عرضها على السيد وكيل الجمهورية من أجل إتمام إجراءات تسجيل القضية لتمكيني من استدعاء المشكو منهم.
- أن السيد وكيل الجمهورية كان قد اطلع على تلك الشكوى وقدم لي ملاحظة بأنه يجب تحديد الهوية كاملة لأحد المشكو منهم أو استبعاده من الشكوى بحجة أن التطبيق لا تقبل شكوى بدون تحديد الهوية الكاملة للمشكو منهم.
- أني أعدت تقديم نفس الشكوى بالهوية الكاملة للطرف المعني بملاحظة السيد وكيل الجمهورية بتاريخ 2016/05/25 صباحا فطلب مني مرة أخرى الكاتب أن أعود في اليوم الموالي لمعرفة مبلغ الكفالة بعد عرضها على السيد وكيل الجمهورية من أجل إتمام إجراءات تسجيل القضية لتمكيني من استدعاء المشكو منهم.
- أنه تقدمت يوم 2016/05/26 على الساعة الثانية بعد الزوال من مصلحة الجدولة لإتمام إجراءات التسجيل إلا أن السيد كاتب الضبط أعلمني أن السيد وكيل الجمهورية احتفظ بالشكوى في مكتبه ولم يحدد مبلغ الكفالة، كما أخبرني أن قضايا القذف تخضع لإجراءات خاصة غير الإجراءات التي تخضع لها باقي الجنح المشار إليها في أحكام المادة 337 مكرر من قانون الإجراءات الجزائية.

أني بلغيت نفسي الرد بتاريخ 2016/05/26 من كاتب الضبط على الساعة 14:00 مساء وعليه فإني أتقدم أمامكم من أجل التدخل لدى مصالح السيد وكيل الجمهورية لدى محكمة بئر مراد رابيس لتحديد الكفالة وتمكيني من استدعاء خصومي أمام القضاء كون تماطل السيد وكيل الجمهورية في تحديد مبلغ الكفالة قد سبب لي اضطرابا في تسيير مواعيدي وذلك باضطراري التنقل يوميا إلى محكمة بئر مراد رابيس لإتمام إجراء بسيط يتمثل في تسجيل استدعاء خصوم أمام القضاء.

تقبلوا السيد النائب العام فائق الاحترام والتقدير.

المعني بالأمر.

نسخة من الشكوى مرصفت

صالح دابوز  
Salah DABOUZ  
Avocat  
01, Rue El Moulazem Kheir Eddine KHELLAFTI - Alger  
Tél/Fax: (213) (0) 21.73.86.54